

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1916-1917. — N° 23

L'ORGANISATION
DE
L'EFFORT ANTITUBERCULEUX
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

ÉTUDE PRATIQUE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 17 Février 1917

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Pierre ROBERT

Né le 30 juin 1884, à Nîmes (Gard),
Ancien Externe des Hôpitaux de Paris.



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4 RUE GENTIL, 4

Février 1917

L'ORGANISATION
DE
L'EFFORT ANTITUBERCULEUX
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

ÉTUDE PRATIQUE

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. HUGOUNENQ DOYEN.
J. COURMONT ASSESSEUR.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. AUGAGNEUR, SOULIER, CAZENEUVE, LÉPINE, PIERRET,
BEAUVISAGE, LACASSAGNE.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. TEISSIER
Cliniques chirurgicales	ROQUE
Clinique obstétricale et Accouchements	BARD
Clinique ophtalmologique	TIXIER
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	BÉRARD
Clinique des maladies nerveuses et mentales	FABRE
Clinique des maladies des enfants	ROLLET
Clinique des maladies des femmes	NICOLAS
Physique médicale	LÉPINE (J.)
Chimie biologique	WEILL
Chimie organique et Toxicologie	POLLOSSON (A.)
Matière médicale et Botanique	CLUZET
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	HUGOUNENQ
Anatomie	MOREL
Anatomie générale et Histologie	MOREAU
Physiologie	GUIART
Pathologie interne	TESTUT
Pathologie et Thérapeutiques générales	RENAUT
Anatomie pathologique	MORAT
Médecine opératoire	COLLET
Médecine expérimentale et comparée	LESIEUR
Médecine légale	PAVIOT
Hygiène	POLLOSSON (M.)
Thérapeutique	COURMONT (P.)
Pharmacologie	ETIENNE MARTIN
	COURMONT (J.)
	PIC
	FLORENCE

PROFESSEURS ADJOINTS

Physiologie, cours complémentaire	MM. DOYON
Maladies des oreilles, du nez et du larynx	LANNOIS
Pathologie externe	VALLAS
Maladies des voies urinaires	ROCHET

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Chimie minérale	MM. BARRAL,	agrégé
Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN	—
Chirurgie infantile	NOVE-JOSSERAND,	—
Accouchements	COMMANDEUR,	—
Embryologie	LATARJET,	—
Anatomie topographique	PATEL,	—
Botanique	BRETIN,	—
Chirurgie expérimentale	VILLARD,	—
Clinique infantile	MOURIQUAND,	—
Déontologie et médecine professionnelle	X...	—

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
BARRAL	LATARJET	MOURIQUAND	FROMENT
COMMANDEUR	BRETIN	ARLOING (F.)	THÉVENOT (Lucien)
NEVEU-LEMAIRE	LERICHE	GUILLEMARD	PIÉRY
LAROYENNE	THÉVENOT (Léon)	POLICARD	COTTE
VORON	TAVERNIER	GARIN	DUROUX
NOGIER	CADE	SAVY	

M. BAYLE, secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. J. COURMONT, *Président*; PIC, *Assesseur*;
MM. J. LÉPINE, *Professeur*, et ARLOING, *Agrégé*.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1916-1917. — N° 23

L'ORGANISATION

DE

L'EFFORT ANTITUBERCULEUX

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

ÉTUDE PRATIQUE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 17 Février 1917

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Pierre ROBERT

Né le 30 juin 1884, à Nîmes (Gard),
Ancien Externe des Hôpitaux de Paris.



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4 RUE GENTIL, 4

Février 1917

A CHARLES LALLEMAND

Préfet de la Loire.

En témoignage d'amitié et de haute
estime. Avec le regret que les événe-
ments nous aient imposé trop de hâte
en cette étude.

A notre Président de Thèse,

MONSIEUR LE PROFESSEUR J. COURMONT

Médecin des Hôpitaux,
Professeur d'Hygiène,
Officier de la Légion d'honneur.

A Messieurs les Membres de notre Jury,

MONSIEUR LE PROFESSEUR PIC

Médecin des Hôpitaux,
Professeur de Thérapeutique,
Chevalier de la Légion d'honneur.

MONSIEUR LE PROFESSEUR JEAN LÉPINE

Professeur de Clinique des maladies
nerveuses et mentales.

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ ARLOING

L'ORGANISATION
DE
L'EFFORT ANTITUBERCULEUX
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

ÉTUDE PRATIQUE

INTRODUCTION

La nécessité absolue de la lutte antituberculeuse par des mesures sociales est aujourd'hui universellement acceptée.

Les hygiénistes contemporains ont montré l'action du praticien impuissante et débordée devant le mal redoutable et sournois qui résiste, le plus souvent, aux plus longs traitements; sa contagion silencieuse et indéfinie qui s'étend de proche en proche et gagne et empoisonne lentement toutes les sources de force de notre race.

Dans leurs statistiques, nous voyons la tuberculose anéantissant chaque année l'équivalent de la population d'une grande ville, abattant 10 millions de Français au cours du XIX^e siècle, quatre fois plus que la guerre et le choléra réunis, observe le professeur J. Courmont.

Des études du plus haut intérêt ont mis en lumière les résultats obtenus par nos voisins et nos ennemis en quelques années d'efforts sociaux : notamment en Angleterre et en Allemagne où la mortalité a été abaissée de 52 pour 100 en trente-deux années.

Enfin, la terrible leçon de la guerre, appelant notre attention angoissée sur toutes les causes d'amoindrissement de notre puissance, a mis la question de la tuberculose au premier rang de nos préoccupations nationales.

De toutes parts surgissent des énergies résolues à la lutte collective, cherchant à s'unir pour une tâche immense, vraiment proportionnée à l'étendue du fléau qui menace de tout dévorer.

A l'heure où des hectares de forêts sont en feu, ce n'est pas le seau d'eau du passant, attiré ça et là par la lueur de l'incendie, qui en maîtrisera les ravages ; ce seront les équipes de travailleurs innombrables dont les efforts coordonnés pourront être de taille à circonscrire la périphérie totale du foyer. La France se rend aujourd'hui à cette évidence, elle secoue sa coupable indolence et se met enfin à l'œuvre.

Le moment où partout s'établissent les premiers fondements d'une organisation générale contre le péril tuberculeux nous a paru propice pour exposer en ces quelques pages ce qui a déjà été entrepris par l'un de nos départements.

Nous avons pris comme sujet de cette description ce qui a été fait et ce qui est en voie de réalisation dans la région de la Loire, où nous avons eu sous les yeux des résultats déjà considérables.

Négligeant le côté théorique de la question, suffisamment élucidé par les études antérieures, nous nous efforcerons de tirer avant tout de cet exemple un enseignement et un guide commodes dans la voie des réalisations pratiques.

Cette étude laissera donc aussi de côté tout ce qui, dans la plan général de la lutte antituberculeuse, ne comporte pas de difficultés d'ordre matériel.

Elle portera principalement sur la solution des problèmes nécessités par l'installation, le fonctionnement et le budget des établissements destinés à assurer le traitement et la prophylaxie de la tuberculose.

C'est évidemment contre la tuberculose pulmonaire que portent à peu près tous les efforts de ces institutions spéciales ; le traitement des autres formes du mal étant assuré par l'organisation sanitaire générale du pays ; et leur contagion moins redoutable les mettant hors du cadre des questions de prophylaxie urgente.

Les moyens de lutte contre la tuberculose sont principalement :

Les hôpitaux d'incurables, isolant définitivement et traitant les tuberculeux avancés.

Les sanatoria et œuvres annexes, isolant temporairement, soignant et éduquant les pré-tuberculeux et préservant et protégeant les enfants.

Enfin, les dispensaires, dépistant les malades, en opérant le triage, dirigeant vers eux les secours de la science et de la bienfaisance, diagnostiquant les contagieux, les aiguillant vers les autres établissements, ou organisant autour d'eux une barrière sanitaire au sein de leurs familles.

Tel est, dans la Loire comme ailleurs, le schéma général de l'action.

Mais, tandis qu'il n'existe guère aujourd'hui en France que des établissements, parfois impeccables, mais rares, disséminés, destinés surtout aux besoins d'une ville, et sans rapports étroits entre eux, ce qui caractérisera, au contraire, l'organisation antituberculeuse dans la Loire, ce sera l'existence d'un nombre considérable d'organes parfaitement reliés entre eux et dépendant tous d'un Office central.

Cette organisation ne prétend pas faire face seulement aux besoins de telle ou telle agglomération urbaine, elle veut être en mesure de répondre, à bref délai, aux besoins globaux de tout le département.

C'est là, nous semble-t-il, la conception nécessaire de l'avenir. Car à quoi serviraient des résultats locaux, sans cesse détruits par la contagion de régions voisines déshéritées, sinon à perdre sans cesse le lendemain le fruit du travail de la veille?

Si, au contraire, la conception d'une action départementale vient à se généraliser et aboutit à un effort national, le mal saisi en même temps par toutes ses racines sera bientôt victorieusement extirpé.

Sans doute est-ce là une œuvre immense nécessitant des moyens immenses.

Mais c'est là aussi la condition nécessaire du succès et mieux vaut dépenser beaucoup pour une recette certaine que gaspiller un peu pour un déficit certain.

Pour être départementale, l'organisation de la lutte antituberculeuse dans la Loire s'applique aux desiderata suivants :

Avoir dans ses hôpitaux, sanatoria, œuvres annexes, un nombre de places en rapport avec la population totale du département ;

Pour la recherche des tuberculeux, leur éducation prophylactique, leur traitement à domicile et leur encadrement dans les divers compartiments de l'édifice antituberculeux, avoir un nombre considérable de dispensaires capables de drainer les malades sur toute l'étendue du territoire.

Trois dispensaires principaux pour les trois circonscriptions et six dispensaires secondaires sont déjà créés, six autres dispensaires sont encore en projet.

Peut-être même par la suite l'action de ce réseau de dispensaires s'étendra-t-elle plus profondément encore dans les campagnes grâce à l'idée fort intéressante due à M. le Dr Merlin, conseiller général et député, d'une automobile spécialement aménagée : véritable sous-dispensaire automobile.

Nous montrerons au cours de l'ouvrage comment les dispensaires sont reliés entre eux. En outre, hôpitaux, sanatoria, annexes, dispensaires sont en rapports constants avec le centre de coordination de tout le mécanisme antituberculeux départemental.

Ce centre, où viennent converger tous les renseignements et qui exerce une continuelle influence sur l'ensemble du fonctionnement, véritable clef de voûte de tout l'édifice, dépend de l'« Office Social » de la préfecture de Saint-Etienne. C'est un service spécialisé, institué déjà avant la guerre, par le préfet de la Loire, et *primum movens* de toute l'organisation.

Vers lui se concentrent les documents émanant des dispensaires ; il saisit de leurs desiderata les services compétents et s'assure que la suite voulue a été donnée.

Son contrôle s'étend tant aux intérêts de la clientèle civile qu'à ceux des unités familiales ayant un réformé dans leur sein. Car il est en étroite unité de vues et d'action avec le Comité départemental d'assistance aux militaires tuberculeux. Ce Comité, pendant la période de transition actuelle et en attendant la pleine application de la loi L. Bourgeois, sert de base à cette organisation de fait, réalisée par l'administration préfectorale, grâce aux votes du Conseil général, et avec son concours.

Celui-ci, en retour, trouve dans les sanatoria le placement de sa propre clientèle, représentée par les réformés tuberculeux et leurs familles, et ainsi s'amorce le fonctionnement d'une organisation future, exclusivement civile, pour l'après-guerre.

Notons bien, dès à présent, que les crédits nécessaires à une aussi vaste entreprise ne peuvent être demandés aux hasards de générosités introuvables.

Sans doute, les bonnes volontés privées ont été accueillies avec empressement et encouragées le plus possible. Elles sont un précieux appoint. Mais la charge de l'établissement et de l'entretien constant d'une œuvre aussi coûteuse revient logiquement aux collectivités publiques : nation, départements, communes, seules capables de la supporter.

Elles sont légalement et financièrement qualifiées à cet effet, car les devoirs de solidarité qui leur ont été

définis, embrassent l'assistance médicale, la protection de la santé publique et le sort des enfants sans soutien, c'est-à-dire les trois formes essentielles de la lutte antituberculeuse.

Chaque contribuable d'ailleurs doit se rendre compte que, payer son tribut à cette œuvre est accomplir un devoir de patriotisme indispensable, en diminuant la mortalité à une heure où la dépense des vies est si formidable.

C'est en outre un devoir d'humanité et de solidarité envers des malades et des faibles.

Enfin, chacun n'a-t-il pas le plus haut intérêt à voir diminuer pour lui et les siens les chances de contagion dont le fléau dresse de tous côtés son effroyable menace?

Ces dépenses doivent être envisagées comme temporaires et constituent pour la nation un placement à très gros intérêt.

Je n'en veux pour preuve que l'exemple bien connu des Compagnies d'assurance contre la maladie en Allemagne.

Ces Sociétés se sont chargées spontanément de la création et de l'entretien des sanatoria.

Elles trouvent meilleur compte à y soigner des malades curables, susceptibles de reprendre un jour leur travail et de reverser leurs primes d'assurance, qu'à laisser s'aggraver des prétuberculeux, incapables par la suite d'aucun rendement, et encombrant des établissements d'incurables, où ils grèvent lourdement, jusqu'à leur mort, le budget de la Société.

En dehors de toute considération d'humanité, le

simple intérêt financier du pays lui dicte donc des mesures semblables.

Il paraîtrait peut-être logique d'étudier d'abord les dispensaires, les sanatoria et annexes ensuite, les hôpitaux enfin.

Il m'a paru qu'un tel ordre donnerait l'illusion d'une organisation parachevée, fonctionnant dès à présent en tous ses rouages et donnant son plein résultat : les tuberculeux recherchés par les dispensaires, soignés par les sanatoria, rendus par eux à la vie normale ou passant, s'il se produit une aggravation dans leur état, du sanatorium à l'hôpital.

C'est là sans doute un idéal d'avenir ; ce n'est point encore le fait du présent.

Le présent est une période de formation où l'on fait face d'abord et à grand'peine aux besoins des malades connus, où l'on s'occupe des moyens de dépister ensuite les autres, tout en construisant les divers établissements qui leur seront nécessaires.

Je crois satisfaire davantage la modestie des organisateurs de l'effort antituberculeux dans le département de la Loire et montrer cette période d'organisation sous un jour plus sincère et plus vivant en prenant une à une les difficultés à résoudre dans l'ordre où elles se présentent dans la pratique, ordre d'urgence décroissante.

Ces considérations nous ont amené à débiter par le chapitre le plus difficile, le plus tristement ingrat et par conséquent le plus embryonnaire de notre tâche envers les tuberculeux : celui des incurables.

Nous passerons ensuite à l'étude des établissements pour tuberculeux curables ou prétuberculeux.

Notre dernière description, celle des dispensaires, baissera le rideau sur une vue réconfortante de la perfection et de la diffusion des moyens de lutte dans un avenir prochain.

CHAPITRE PREMIER

POUR LES TUBERCULEUX AVANCÉS

Dans la Loire, comme dans toute la France d'ailleurs, la question de l'hospitalisation des tuberculeux avancés est la partie la plus en retard de l'organisation en cours.

Dans ce domaine les établissements les plus importants sont seulement en projet.

En effet, le nombre des places disponibles pour les tuberculeux de tout ordre étant encore très insuffisant, il a paru plus utile, plus profitable pour l'avenir du Pays, de les donner d'abord à ceux que l'on espère sauver.

Quand on entrevoit la possibilité de construire un établissement antituberculeux, on songe à faire un sanatorium et l'on remet à plus tard la tâche ingrate d'abriter les malheureux pour qui les efforts de la science sont à peu près vains.

Si, dans la Loire, on s'est porté tout d'abord, comme partout, au secours des prétuberculeux, on n'a point pour cela oublié les devoirs d'humanité envers les incurables. On a au contraire pris en leur faveur des mesures fort heureuses, en attendant la possibilité de les hospitaliser en grand nombre. Cette impossibilité devant se prolonger longtemps encore pour beaucoup, toujours peut-être pour certains, on s'est occupé très activement d'améliorer dès à présent leur situation extra-hospitalière.

A. — HOSPITALISATION A DOMICILE

Grâce aux dispensaires dont l'action s'étend aux tuberculeux de tout ordre, l'Office social est en rapport avec un nombre d'incurables sans cesse grandissant.

Son but immédiat est de réaliser pour ces malheureux rejetés de partout et réduits à se soigner chez eux des conditions de vie se rapprochant le plus possible de celles d'un hôpital.

Ces efforts tendent à réaliser pour eux une véritable « hospitalisation à domicile. »

Dès qu'un incurable nécessiteux est venu à la consultation de l'un des dispensaires du département, ou a été découvert en son logis par un visiteur de ce dispensaire, l'enquêteur du secteur dans lequel il habite signale son cas à l'Office social de la préfecture.

Ce service s'occupe aussitôt de le placer à l'hôpital si un lit y est vaquant.

Sinon, le malade, contraint à rester chez lui, devient le client officiel du dispensaire qui le considère comme hospitalisé à domicile.

Cela n'est pas un vain mot.

Etant chez lui par manque de place à l'hôpital où il devrait être, il jouit, autant que possible, des droits et égards donnés aux malades dans les services hospitaliers,

Par le moyen que nous étudierons au chapitre des dispensaires, son linge est régulièrement blanchi et

désinfecté gratuitement dans le plus proche de ces établissements.

Les visiteurs du dispensaire assurent l'hygiène de son logement ainsi que l'application des règles de la prophylaxie pour son entourage.

A-t-il un mobilier insuffisant, est-il dans l'impossibilité d'acheter un lit pour lui seul : ce meuble lui est fourni par le dispensaire à titre gratuit.

Habite-t-il un taudis insalubre : sur le rapport de l'enquêteur, l'Office social s'occupe de lui faire avoir un secours de changement de loyer.

A-t-il des enfants dont il ne puisse assumer la charge : ces enfants sont, sur la demande de l'enquêteur à l'Office social, placés dans un établissement pour enfants prédisposés.

N'a-t-il personne pour le soigner : une infirmière traitante du dispensaire viendra lui donner les soins élémentaires, demandera s'il y a lieu, la visite du médecin, lui portera gratuitement les remèdes.

En un mot, l'hospitalisé à domicile bénéficiera au maximum des avantages que les dispensaires peuvent offrir à leur clientèle, y compris celui de les signaler à la générosité des œuvres privées.

Les éléments essentiels pour la solution de ce grave problème des tuberculeux avancés sont contenus dans les textes de nos lois :

« L'article premier de la loi du 14 juillet 1905
« (relative à l'assistance obligatoire aux vieillards,
« aux infirmes et aux incurables privés de ressources)
« déclare que :

« Tout Français privé de ressources..... atteint.....
« d'une *maladie reconnue incurable* qui le rend
« *incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence*, reçoit..... l'assistance instituée
« par la présente loi.

« Cette assistance est donnée, en principe, à domicile.

« Ceux qui ne peuvent être utilement assistés à
« domicile, sont placés, s'ils y consentent, soit dans
« un hospice public, soit dans un établissement privé
« ou chez des particuliers. » (Art. 19.)

L'assistance à domicile consiste dans le paiement d'une allocation mensuelle (de 5 à 30 francs, selon la commune). (Art. 20.)

Et le Bureau d'Assistance ou de Bienfaisance décide, suivant la situation de l'intéressé, si l'allocation doit être remise en une seule fois ou par fractions. Il peut décider que tout ou partie de l'allocation sera donné en nature. (Art. 21.)

La loi est donc parfaitement explicite; elle dit :
« Tout Français atteint d'une maladie reconnue incurable. »

L'Assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet 1893) doit assurer au malade les soins médicaux et pharmaceutiques; l'allocation mensuelle de la loi de 1905, appliquée en nature s'il y a lieu, facilitera l'attribution au malade d'une alimentation appropriée.

La commune, le Bureau de Bienfaisance et le Dispensaire antituberculeux interviendront de leur côté pour compléter l'œuvre, soit pour l'alimentation encore, soit par secours de loyer, literie, linge, désinfection, etc.

Il serait d'ailleurs sage de la part des collectivités

publiques appelées à payer, de porter au maximum admis par la loi de 1905 (art. 20), soit à 30 francs le taux de l'allocation mensuelle à consacrer aux tuberculeux incurables.

Elles éviteraient ainsi, en les assistant à domicile, de plus grands frais nécessités par leur entretien dans des établissements spéciaux immenses. Dans cet ordre d'idée, l'appoint de l'Etat étant limité à 30 francs, le département et les communes auraient même intérêt à assumer la charge d'un excédent de un quart environ sur ce maximum.

Nous l'avons vu, les désinfections, le loyer, le linge font l'objet de modes d'assistance distincts ; les jeunes enfants sont, s'il le faut, éloignés et pris en charge par l'Œuvre de Préservation de l'Enfance.

Le malade a donc cette somme minima pour assurer son alimentation, au cas où sa famille ne peut absolument rien lui fournir.

Grâce à l'application de ces principes, les tuberculeux hospitalisés à domicile et reconnus incurables de la commune de Saint-Etienne bénéficient de l'allocation mensuelle de la loi de 1905 par décision du Bureau d'Assistance.

L'assistance à domicile des tuberculeux avancés comporte plus que le personnel des dispensaires.

Pour certains cas graves et quand la famille ne peut soigner le tuberculeux, des infirmières, gardes-malades à domicile doivent pouvoir l'entourer des soins et de la surveillance nécessaires.

Ce personnel d'infirmières et gardes-malades est rémunéré indistinctement au titre de la loi 15 juillet 1893 (Assistance médicale gratuite), de la loi du 15 février 1902 (Protection de la santé publique), ou de la loi du 14 juillet 1905 (Assistance aux incurables).

Sans doute les avantages procurés au malade par l'hospitalisation à domicile sont très inférieurs à ceux d'une hospitalisation réelle dans un service spécial.

Il est rarement entouré du même confort, il n'est pas sous une surveillance constante, enfin et surtout les moyens prophylactiques mis en œuvre autour de lui n'abritent jamais sa famille contre la contagion aussi bien que son éloignement.

Mais ces mesures d'hospitalisation à domicile, bien appliquées, mettent le tuberculeux et sa famille dans des conditions d'existence infiniment supérieures à celles d'un malade non secouru. On ne saurait trop en préconiser l'extension en ce moment où les hôpitaux d'incurables ne sont qu'en projet, et où le pays va devoir, au lendemain du traité de paix, faire face aux besoins d'innombrables tuberculeux, revenant des armées et de captivité.

On sera fort heureux alors d'avoir préparé tous les moyens de fortune possibles pour procurer quelques soins et quelque bien-être à ces malheureuses victimes de la guerre.

B. — HOSPITALISATION RÉELLE

Les diverses et ingénieuses mesures prises en faveur des malades soignés à domicile n'ont point fait perdre de vue la nécessité d'avoir, dans le département, des formations hospitalières pour les tuberculeux des deux sexes.

Ces établissements spéciaux procureront aux malades graves des soins appropriés à leur état avec tous les ménagements et adoucissements qu'il comporte.

Ils protégeront en outre les autres milieux hospitaliers contre la contagion tuberculeuse. Et ce n'est pas là la moins urgente de leurs tâches !

Si les collectivités départementales ou communales ont à créer ou à aménager ces hôpitaux d'incurables, l'Etat s'est engagé à les subventionner (loi du 14 juillet 1905, titre IV).

Le jeu même de la loi y assurera l'entretien des pensionnaires (loi du 14 juillet 1905, titre IV).

Le Gouvernement a manifesté d'ailleurs nettement ses intentions à ce sujet par la circulaire du 27 septembre 1916 dont voici les termes :

Ministère
de l'Intérieur.
Direction
de l'Assistance et de
l'Hygiène publique.
3^e Bureau.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Assistance
aux militaires
tuberculeux.

Paris, le 27 septembre 1916.

Comités départe-
mentaux
et établissements
hospitaliers.

*Le Ministre de l'Intérieur,
à Messieurs les Préfets.*

Installation de pa-
villons ou de salles
d'isolement.

Circulaire n° 45

En conformité des instructions contenues dans ma circulaire du 21 mars dernier, des Comités départementaux se sont constitués sous la forme des associations déclarées prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 et ont reçu, sur le budget de mon Ministère, une première subvention destinée à assurer leur fonctionnement immédiat.

Pour permettre aux Comités départementaux d'élargir le champ de leur action bienfaisante, je serais disposé à accorder une subvention nouvelle aux Comités qui, après entente avec des Commissions administratives, auraient réalisé l'installation de pavillons ou de salles d'isolement où pourraient être hospitalisés les réformés tuberculeux que la gravité de leur état de santé ou toute autre circonstance particulière empêcheront de soigner à domicile. Je vous prie d'en informer le Comité de votre département en l'engageant à rechercher les établissements hospitaliers où cette mesure pourrait être prise dans le moindre délai. J'examinerai avec intérêt les propositions qui me seraient soumises dans cet ordre d'idées, et je m'efforcerais de seconder l'œuvre ainsi entreprise sur l'initiative du Comité départemental par l'allocation d'une subvention proportionnée à l'effort local.

*Le Ministre de l'Intérieur,
Signé : MALVY.*

L'administration préfectorale de la Loire compte d'abord aménager, à une quinzaine de kilomètres de la Station sanitaire de Saint-Jodard, au lieu dit « Pin-Bouchain », un hospice pour tuberculeux incurables hommes.

L'emplacement, situé dans la commune de Machézal, sur la route de Paris à Lyon par Roanne-Tarare est à une altitude de 750 mètres environ.

L'établissement comptera de 40 à 50 lits.

Les immeubles existants appartiennent à un groupe de Bureaux de Bienfaisance. Une location à long terme serait conclue avec eux.

Les dépenses nécessaires pour l'aménagement peuvent être évaluées à 60 ou 70.000 francs.

L'établissement serait relié téléphoniquement à la Station de Saint-Jodard, dont il serait tributaire.

Le service médical y serait contrôlé par le personnel de la station, munie de moyens de transport.

Les malades y trouveraient le calme, le bon air et la saine alimentation, conditions principales nécessitées par leur état. Les soins quotidiens y seraient assurés par une infirmière-major sous-gestionnaire du directeur de la Station sanitaire et un personnel secondaire exactement approprié aux besoins.

La position de ce service en cet endroit aurait l'avantage de permettre à la Station de Saint-Jodard (plus tard Sanatorium) d'y envoyer des malades aggravés. Elle pourrait, en retour, recevoir, le cas échéant, les pensionnaires de Pin-Bouchain chez qui une amélioration exceptionnelle rendrait indiquée une cure suivant ses méthodes.

Un sanatorium pour femmes pré-tuberculeuses est en projet ainsi que nous le verrons plus loin.

Si, comme il est à peu près certain, il se crée à Verrières, un service pour femmes incurables sera organisé à quelque distance sur un thème analogue.

La formation recevrait 40 à 50 lits. Le coût serait d'environ 100.000 francs.

Ces réalisations, d'un caractère départemental, n'excluent pas celles que certaines villes ou certaines administrations hospitalières de la Loire manifestent l'intention de poursuivre.

Au contraire, on envisage la possibilité d'aider certains hôpitaux de chefs-lieux de canton (en montagne : Saint-Bonnet-le-Château, Pélussin, etc.) à consacrer à des services pour tuberculeux ou tuberculeuses incurables des parties inoccupées de leurs immeubles.

Bien entendu, tous ces services et établissements pour incurables, placés à proximité d'établissements pour malades curables, seraient présentés au public sous forme de salles d'observations annexes.

Ils n'auraient pas tout à fait, grâce à cela, la réputation redoutable d'antichambres de la mort.

Le département pourrait concourir avec l'Etat (engagé par la loi de 1905 et la circulaire du 27 septembre 1916) aux frais d'appropriation et de matériel : clôtures, aménagements intérieurs, service de désinfection, chaises-longues, etc.

Il prendrait aussi à sa charge la rémunération de l'infirmière spécialisée dont la présence serait néces-

saire dans chacune de ces formations d'une vingtaine de lits.

Enfin, l'emploi du legs de 500.000 francs, fait par M^{me} B... M... à la ville de Saint-Etienne, paraît devoir être définitivement orienté dans le sens de l'édification, à proximité de l'hôpital général, d'un vaste hôpital-annexe recueillant dans ses diverses sections des malades en observation et des malades graves. Il comporterait une centaine de lits.

C'est donc un programme assurant l'hospitalisation réelle de 2 à 300 tuberculeux avancés qui est envisagé dans le département de la Loire.

Extraits des lois invoquées dans ce chapitre.

Loi du 15 juillet 1893.

ARTICLE PREMIER. — Tout Français malade privé de ressources reçoit gratuitement de la commune, du département ou de l'Etat, suivant son domicile de secours, l'assistance médicale à domicile ou, s'il y a impossibilité de le soigner utilement à domicile, dans un établissement hospitalier.

ART. IV. — Il est organisé dans chaque département, sous l'autorité du préfet et suivant les conditions déterminées par la présente loi, un service d'assistance médicale gratuite pour les malades privés de ressources.

Loi du 15 février 1902.

ART. II. — Les règlements sanitaires communaux ne font pas obstacle aux droits conférés aux préfets par l'article 99 de la loi du 5 avril 1884.

Loi du 5 avril 1884.

ART. 99. — Les pouvoirs qui appartiennent aux maires en vertu de l'article 91 ne font pas obstacle aux droits du préfet de prendre, pour toutes les communes du département où plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques...

Loi du 14 juillet 1905.

ARTICLE PREMIER. — Tout Français privé de ressources, soit âgé de soixante-dix ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie reconnue incurable qui le rend incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence, reçoit, aux conditions ci-après, l'assistance instituée par la présente loi.

TITRE IV. — VOIES ET MOYENS

ART. 27. — Sont obligatoires pour les communes... les dépenses d'assistance mises à leur charge par la présente loi..

ART. 32. — L'Etat contribue par des subventions aux dépenses de construction ou d'appropriation d'hospices nécessitées par l'exécution de la présente loi..

CHAPITRE II

POUR LES TUBERCULEUX CURABLES

Le 10 avril 1915, le Ministre de l'intérieur adresse aux préfets de France la circulaire suivante :

CIRCULAIRE DU 10 AVRIL 1915

Paris, le 10 avril 1915.

Le Ministre de l'Intérieur à Messieurs les Préfets.

Mon administration se préoccupe de rechercher, de concert avec le Département de la Guerre, les mesures les plus propres à assurer une assistance efficace aux militaires tuberculeux, à ceux qu'on a appelés les « blessés de la tuberculose », avant leur renvoi dans leurs foyers. Il importe que ces malades ne rentrent pas dans leurs familles sans qu'ils aient été mis à même auparavant de recevoir un traitement approprié à leur état et, en tous les cas, sans que leur éducation sanitaire ait été assurée.

Il y a là un intérêt social de premier ordre; non seulement il faut mettre les militaires tuberculeux à l'abri, autant que faire se peut, des conséquences funestes de leur mal, mais encore il s'agit de sauvegarder la santé des familles et d'éviter ainsi la dissémination de nombreux foyers de contagion.

Il m'a semblé que pour atteindre ce but dans les meilleures conditions possibles de réalisation rapide, il y aurait lieu d'installer dans chacun des départements qui ne seraient pas contre-indiqués pour le traitement de la tuberculose une ou plusieurs colonies familiales. Ces colonies,

placées à la campagne de préférence, dans des sites particulièrement recommandables au point de vue du bon air et du soleil, recevraient les malades soit en attendant leur libération du service militaire, soit après leur libération. Ils seraient groupés dans ces colonies en plus ou moins grand nombre, de façon à être le plus près possible de leur département respectif.

L'Etat prendra sans doute à sa charge les frais d'entretien de ces tuberculeux pendant leur séjour à la colonie familiale.

Mais il y aurait grand intérêt à ce que les départements viennent en aide à l'Etat dans cette œuvre nationale en mettant à sa disposition pendant la durée de la guerre les installations nécessaires, soit qu'il s'agisse d'immeubles leur appartenant, soit qu'il s'agisse de toutes autres propriétés se prêtant à cette destination particulière.

Persuadé que le Conseil général de votre département consentira à entrer dans ces vues, je vous prie de rechercher d'urgence les édifices départementaux, communaux ou privés, qui pourraient être utilisés à cet effet. Il ne vous échappera pas qu'à ce point de vue vous devrez procéder tout d'abord à une revision attentive des attributions de biens diocésains effectuées (conformément aux instructions de la circulaire ministérielle du 5 mai 1910) en faveur des services départementaux de bienfaisance ou d'assistance.

Le Conseil général devra être saisi dans sa prochaine session de l'initiative que je me propose de prendre à l'égard de ces si intéressantes victimes de la guerre, ainsi que de la participation que je sollicite de son patriotisme. Le concours de l'assemblée départementale serait précieux au Gouvernement et faciliterait grandement sa tâche.

Vous voudrez bien me tenir informé de la suite qu'auront reçue les présentes instructions.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. MALVY.

A. — STATION SANITAIRE DE SAINT-JODARD

Répondant à l'appel fait par M. le Ministre de l'intérieur dans la circulaire du 10 avril 1915, le Conseil général de la Loire a pris immédiatement les dispositions nécessaires pour la création d'un vaste Sanatorium.

Dans sa pensée cet établissement destiné à hospitaliser, pendant la guerre exclusivement, les militaires ou anciens militaires réformés : les « blessés de la tuberculose », devait être conçu sur un plan assez vaste pour pouvoir abriter plus tard la plupart des pré tuberculeux civils du département.

A cet effet, le domaine de Saint-Jodard, ancien séminaire, a été mis à la disposition de l'Etat; en même temps, le Conseil général votait un crédit de 20.000 francs pour la mise en état du bâtiment.

L'immeuble était au début de la guerre occupé par des réfugiés.

Il fut rendu libre vers le mois de juin 1915.

Son nettoyage fut entrepris dès ce moment, en attendant le vote définitif par le Parlement des crédits *ad hoc* et l'approbation par le Ministère du projet d'adaptation à sa nouvelle destination.

La conception des « Stations sanitaires » était alors sommaire.

Cette expression, même, n'existait pas encore, et c'est peu à peu, par des perfectionnements successifs,

que ces établissements finirent par devenir non plus des dépôts quelconques de malades, mais de véritables sanatoria, munis de tout le nécessaire et pour la cure des pensionnaires et pour la préservation de leur entourage sain et de la population environnante.

a. BATIMENT

Saint-Jodard est une petite station située sur la grande ligne Paris-Saint-Etienne, à 20 kilomètres au sud de Roanne.

La principale agglomération de la commune, contiguë au domaine de l'ancien séminaire, ne compte guère plus de 200 habitants.

Ce petit centre offre des ressources d'approvisionnement sans présenter les inconvénients des grandes villes : tels que fumées et poussières industrielles ou établissements de plaisir susceptibles d'attirer les malades et de les distraire de leur cure.

En outre, les habitants, pour la plupart occupés aux travaux des champs, n'ont pas avec l'établissement les contacts qui risqueraient de se produire dans une grosse agglomération urbaine (commerce, prostitution, etc.).

Le climat y est moyen et répond bien aux exigences d'une cure de grand air, de repos et de lumière.

Elevé sur le flanc d'un coteau qui domine la large et riante vallée de la Loire, dans un site où la vue s'étend jusqu'aux monts d'Auvergne, le bâtiment principal est un spacieux immeuble à trois étages. Il

se compose d'un corps central et de deux ailes latérales, placées en avancées perpendiculaires, à ses deux extrémités.

Cet édifice tourne vers le midi sa concavité principale, abritant un vaste parc ensoleillé parfaitement propice aux cures d'air.

L'établissement était presque neuf, mais bien des transformations intérieures ont dû être effectuées.

Les chambres des malades ont été aménagées dans les ailes, dans les parties latérales ouest du bâtiment central au rez-de-chaussée, au premier, et au second étages de ce bâtiment.

Elles résultent de la transformation de vastes dortoirs, cloisonnés en pièces plus petites. Beaucoup de ces pièces constituent des chambres à trois ou quatre lits, munies chacune d'une large fenêtre perpétuellement ouverte et d'une cheminée avec grille à charbon.

Quelques dortoirs plus grands ont été conservés.

Toutes ces chambres donnant sur un couloir continu, il a été facile d'assurer la surveillance des malades en plaçant à chaque porte un panneau de verre.

Dans le couloir, en face de chaque chambre, se trouve un système de placards à l'usage des malades.

Au rez-de-chaussée, un hall central donne accès dans la salle de spectacle ménagée sur la droite.

Tout a été, en effet, prévu pour distraire et instruire les pensionnaires. Dans la salle de spectacle, une scène est disposée pour jouer la comédie, et un projet de cinéma est à l'étude.

Dans ce local, les médecins de l'établissement peuvent également réunir les malades pour leur faire les conférences d'hygiène et de prophylaxie jugées nécessaires. Un petit bazar est installé au milieu du hall et tenu par des malades ; il vend à un prix minime des bonbons, cartes postales et autres bagatelles. Au premier étage du corps de logis médian, se trouvent les bureaux des médecins, de la surveillance, de l'infirmière major, le local réservé à la radiologie, ainsi que l'appartement du médecin chef donnant sur une terrasse. Cette terrasse a vue sur le parc de cure qu'elle domine.

Au début, des galeries de cure provisoires en planches ont été construites dans le parc, mettant les malades à l'abri des rayons solaires, et meublées de chaises-longues cannées.

Depuis, les deux ailes du bâtiment ont été prolongées par des galeries mauresques destinées à la cure d'air.

Au centre a été édifiée une vaste galerie vitrée, salle de lecture et de repos, pour les jours de mauvais temps.

Dans le parc, des jeux de boules ont été aussi installés, en attendant d'autres améliorations et jeux de toutes sortes.

Des essences diverses y ont été plantées.

La partie postérieure du bâtiment central, occupée par l'ancienne chapelle, a été très heureusement transformée en un vaste réfectoire ; la cuisine des malades y est adjacente.

Le rez-de-chaussée est également pourvu de salles de bains et de water-closets.

Ces derniers, du type le plus moderne et le plus hygiénique, renferment des sièges à la turque.

Un escalier spécial conduit, dans les sous-sols, aux locaux de désinfection. Une pièce y est affectée à la désinfection des crachoirs et renferme une étuve aménagée à cet effet.

La pièce voisine contient l'étuve à désinfection pour les vêtements, linges et mouchoirs.

Une troisième pièce est affectée à la désinfection des matelas, etc.

L'établissement possède, en outre, une étuve Gonin sur camion automobile.

Dans un bâtiment accessoire préexistant, en arrière du Sanatorium et isolé de lui par une large cour, ont été installés les locaux de l'administration :

Bureaux, chambres, salle à manger, cuisine spéciale et distincte de celle des malades, pour le directeur, les médecins, infirmières, gens de service. Dans cette annexe se trouvent aussi les magasins de vivres et la buanderie.

On a réalisé ainsi d'excellentes conditions d'hygiène pour le personnel.

On s'est également préoccupé de procurer aux infirmières une détente nécessaire et une existence plus agréable en les installant dans des maisons extérieures prises en location.

Elles y logent, prennent leurs repas et peuvent s'y retirer quand elles ne sont pas de service.

En attendant la possibilité d'installer l'électricité, l'éclairage se fait à l'acétylène.

Le chauffage central a paru trop coûteux, et il est

suppléé par des poêles et grilles à charbon qui donnent satisfaction.

Pour l'évacuation des immondices et matières usées, un système de fosses septiques vient d'être aménagé.

Enfin, signalons l'existence d'un bâtiment annexe de la plus haute importance :

Une ferme attenant au domaine et dont la production rend possible l'approvisionnement en bon lait, œufs frais et légumes variés.

Des sources captées fournissent pendant les mois d'été un débit quelque peu insuffisant pour une consommation aussi considérable.

Un projet de captation de sources voisines est à l'étude.

b. MATÉRIEL

Il serait interminable et fastidieux d'énumérer ici la totalité du matériel d'une Station sanitaire de 400 lits.

La plus grande part de ce matériel lui est commune avec celle de tout établissement hospitalier en général : literie, vaisselle etc.; son étude est pour nous sans intérêt.

Par contre, la présence d'un certain nombre d'objets et de dispositifs y est nécessitée par le fait de la spécialisation antituberculeuse de la Station. Il ne nous paraît pas inutile de fournir quelques précisions au sujet de cette dernière catégorie de matériel.

Le distingué et infatigable directeur de Saint-Jodard, M. Souppe, a bien voulu nous mettre en

mesure de résumer en un petit répertoire les points essentiels de ce côté spécial de la question.

Répertoire du matériel spécial de la Station
de Saint-Jodard.

I. Matériel propre au malade.

1° *Crachoirs de poche* (en verre bleu, absolument étanches, fermeture baïonnette métallique. Prix 0 fr. 60 chez Leune, rue du Cardinal-Lemoine, à Paris. — Comme complément aux crachoirs de poche en verre, quelques crachoirs individuels incinérables contenant de la tourbe. La même maison les vend 0 fr. 40).

2° *Crachoirs de table* (pour malades couchés). — Ces crachoirs sont plus grands, pourvus d'un couvercle métallique; ils se placent sur la table de nuit.

3° *Crachoirs collectifs* (placés dans les couloirs, les salles de jeux, le réfectoire, etc.)

4° *Thermomètres individuels* (prix actuel 4 fr. 50).

5° *Plaquettes de bois* (pour fixer les feuilles de température aux pieds des lits).

6° *Jeux de mouchoirs* (pour chaque malade, deux mouchoirs de 30 à 40 centimètres carrés en étoffe très solide, pouvant résister à l'usure des désinfections successives).

II. Matériel concernant la désinfection.

1° *Bac à désinfection pour les crachoirs* (bac à vidange facile, pouvant être chauffé rapidement par vapeur fluente, et où l'on stérilise par ébullition dans de l'eau carbonatée les crachoirs avec leur contenu.

2° *Paniers métalliques* (pour transporter les crachoirs des locaux à la salle de désinfection).

3° *Paniers métalliques* (pour maintenir les crachoirs dans le bac pendant l'ébullition).

Ces paniers sont de deux sortes :

Un pour les crachoirs de poche, un pour les crachoirs de table. Ils ont été confectionnés sur place par un prisonnier alsacien et reviennent à 25 ou 30 francs chaque.

4° *Caveau à linge lavable*. (Dans ce caveau, bien éclairé, est amené, dans des sacs imperméables, le linge à désinfecter.

Avant de retirer le linge des sacs, l'intérieur est arrosé, au pulvérisateur, d'une solution antiseptique.

Dans le caveau est une étuve Gonin, à formol (prix 2.400 francs). Elle peut s'adapter sur le camion automobile pour les désinfections éloignées.

On dispose aussi d'un autoclave à vapeur sous pression.

5° *Dispositif pour lavage des couverts et de la vaisselle* (grand bac en zinc contenant une solution d'eau chaude carbonatée, rinçage à grande eau et séchage sur égouttoir).

6° *Gants de caoutchouc* (pour le maniement des crachoirs et du linge).

III. Locaux.

1° *Tout l'intérieur du Sanatorium est disposé pour permettre le nettoyage humide* (murs à surfaces lisses, lavables, parquets à fentes obturées). Mobilier simple: lits de fer avec sommiers métalliques. Quelques chambres d'isolement pour grands malades.

2° *Salles spéciales* pour : a) broissage des vêtements; b) broissage des chaussures.

3° *Chaises-longues cannées* (35 francs), pour galeries de cure avec matelas en crin végétal; couverture de cure.

En hiver bouillottes en grès).

IV. Divers.

1° *Chaises ou tabourets à auscultation* (surelevés, chaises à dossier très bas).

2° *Balances médicales.* ●

3° *Installations de douches et bains.*

4° *Inhalateurs de Nicolaï* (au menthol ou eucalyptol pour la laryngologie).

5° *Chaises vernies partout.*

6° *Tables de nuit laquées.*

7° *Tubes et ballons d'oxygène.*

8° *Matériel pour radiologie.*

9° *Matériel de laboratoire* (microscope, centrifugeurs, etc.)

10° *Casiers à serviettes individuels* (au réfectoire

chaque malade isole sa serviette dans une enveloppe numérotée).

11° *Lavabos à proximité du réfectoire.*

12° *Presse-purée* (à la cuisine). Ce dispositif permet de passer les légumes et de les rendre plus digestibles ; prix : 60 francs.

(Maison Laurent, à Clermont-Ferrand).

c. PERSONNEL

L'administration générale est assurée, sous les ordres du préfet, par un directeur-gestionnaire civil, M. Soupe, licencié ès lettres et en droit. Il pourvoit aux formalités à remplir en ce qui concerne les malades et la comptabilité générale, dont la sous-gestion est confiée aux soins de l'infirmière en chef.

Il est également chargé de veiller à l'approvisionnement d'ensemble et à la bonne tenue de la ferme et du domaine rural.

En même temps qu'un Comité médical, un Conseil d'administration a été établi en principe. Il comprend des Conseillers généraux et diverses personnalités compétentes.

Mais ce Conseil ne prendra part aux responsabilités que lorsque tous les travaux seront achevés et lorsqu'on en aura fini avec les derniers tâtonnements d'une œuvre dont il a fallu concevoir le mécanisme, imaginer les modalités, perfectionner le fonctionnement au jour le jour ; en un mot lorsqu'on entrera dans la période normale d'exploitation.

Jusque-là la nécessité de la concentration de l'ini-

tiative, de l'autorité et de la responsabilité, s'imposaient.

Le Préfet de la Loire a estimé devoir, pour la réussite de l'entreprise, les assumer et les conserver intégralement sous le haut patronage du Ministre de l'Intérieur.

Le Conseil général a désiré ne point aller au delà de ce qu'il avait voté en avril 1915. Il n'est intervenu jusqu'ici que pour voter en deux lignes : une de recettes, une de dépenses, les crédits de fonctionnement.

L'Etat en fournit l'aliment qui est absorbé par le prix de journée et les dépenses spéciales à y ajouter.

Mais le Département entend continuer, pour la population civile, l'œuvre entreprise en faveur des tuberculeux militaires.

Lorsque ceux-ci ne seront plus envoyés à Saint-Jodard, l'établissement, en plein fonctionnement, sera rattaché au Service de l'assistance médicale gratuite.

La Station sanitaire proprement dite est placée sous le haut patronage de M. le professeur Ranvier, du Collège de France, membre de l'Institut.

Le grand histologiste s'est retiré dans le Roannais, à proximité de Saint-Jodard.

Le Conseil technique est représenté par M. le Dr Küss, le phtisiologue de la Faculté de Paris.

La direction médicale de l'établissement est sous l'autorité d'un médecin chef : actuellement un aide-major de réserve de l'armée, le Dr Tricaud, précédemment inspecteur adjoint du Service départe-

mental d'hygiène, et dont le dévouement est au-dessus de tout éloge.

Deux médecins traitants assurent le Service médical dans les conditions qu'exigent l'état des malades et leur fréquent renouvellement.

Les médecins sont secondés par des infirmières appartenant toutes à la Société des Infirmières visiteuses de France.

Un premier groupe de ces dames, envoyé par M. le Directeur Brisac, donna si pleinement satisfaction, qu'il fut résolu de laisser à une infirmière en chef du plus grand mérite le soin du recrutement ultérieur, sous l'autorité du médecin chef.

L'établissement sert à l'instruction d'infirmières stagiaires que l'organisation centrale des Infirmières visiteuses de France destine soit à cette formation, soit à d'autres semblables.

Quelques secrétaires et infirmiers militaires subsistent d'un détachement fourni par l'Autorité militaire au début.

Mais on a jugé devoir puiser le moins possible à cette source dont le débit est si nécessaire ailleurs.

Quelques malades consolidés ou à peu près guéris ont demandé à être conservés comme employés de la Station.

C'est un recrutement fort intéressant que l'on encourage et développe le plus possible.

L'Infirmière en Chef se procure, à Paris surtout, des femmes et filles de service pour les travaux accessoires de la cure, la cuisine, le réfectoire, l'entretien, etc.

Ce personnel s'est montré satisfaisant.

Enfin, les gros travaux de nettoyage, de désinfection, etc., sont assurés par des Alsaciens-Lorrains, hommes de confiance qui acceptent volontairement ces emplois, moyennant une prime spéciale.

d. FONCTIONNEMENT

La Station sanitaire de Saint-Jodard a d'abord tourné à vide pendant quelque temps, étant prête et pourvue du personnel essentiel avant que les accords fussent définitifs et complets entre l'Assistance publique et le Service de Santé.

Il y eut d'abord le malade unique dont le prix de journée fut fabuleux.

Puis l'effectif oscilla de 20 à 30, de 30 à 40; enfin, il atteignit et dépassa 200 l'été dernier, et il était d'environ 270 lors de la visite de M. L. Bourgeois, en septembre 1916.

L'expiration du trimestre de séjour de malades arrivés par groupes importants et remplacés par des groupes de nouveaux venus moins compacts, a ramené à 230 environ l'effectif en novembre 1916.

A l'heure où j'écris, l'établissement tient des lits prêts jusqu'à concurrence de 300. Prévenu à l'avance, il pourra dans quelques jours recevoir, s'il y a lieu, les 400 malades pour lesquels on l'a disposé.

Nous n'avons pas à nous étendre, dans ce traité d'organisation pratique, sur les méthodes de thérapeutique adoptées à Saint-Jodard.

Qu'il nous suffise de dire que, par ses galeries de

cure, son aération générale, les distractions de tout ordre procurés aux pensionnaires : jeux, théâtre, jardin de culture, etc., l'établissement est conçu en vue des méthodes de traitement aujourd'hui universellement appliquées aux tuberculeux curables.

La Direction de l'établissement exprime le regret que, malgré des protestations répétées, appuyées par le Ministère de l'intérieur, certaines formations sanitaires de l'armée s'obstinent à lui envoyer des sujets gravement atteints.

Ces malades, on ne saurait trop le dire, ne sont point à leur place dans une station sanitaire ; ils en encombre les services et y prennent la place de pré-tuberculeux, qu'ils privent ainsi du bénéfice de l'effort fait en vue de leur guérison.

Depuis quelque temps, la faculté a été ouverte à la Station de renvoyer ces incurables à l'hôpital sanitaire militaire de la région.

Mais leur état est souvent tel que l'humanité commande d'en différer le transport.

En plein fonctionnement, 400 malades défilent par trimestre.

Il pourra passer 1.600 hommes dans la station en une année.

Les éléments dont dispose la Station de Saint-Jodard : médecins spécialistes, infirmières, personnel et matériel de désinfection, laboratoire, radioscopie, la qualifiaient pour jouer, en plus de son rôle de sanatorium, celui de dispensaire antituberculeux pour la région environnante.

Depuis le 1^{er} décembre 1916, elle assure à ce point de vue le service de l'arrondissement entier, en attendant le complet essor du dispensaire de Roanne.

e. BUDGET

Il est encore difficile de préciser le prix des journées dans l'établissement.

Toutefois, malgré les variations de l'effectif et la cherté actuelle de toutes choses, il paraît devoir s'établir un peu au-dessus de 4 francs, ce qui permet d'espérer que, plus tard, on pourra entretenir les malades civils à raison de 3 fr. 50 par jour, à un peu moins peut-être.

L'existence d'une ferme importante, pourvue d'un nombre élevé de vaches laitières, de poules pondeuses, etc., auprès de la station sanitaire, répond au point de vue budgétaire à une nécessité absolue.

On ne trouverait pas à Saint-Jodard la cinquième partie du lait que le troupeau fournit journellement et qu'il faudra augmenter encore quand l'effectif des malades sera au complet.

Outre que le lait acheté serait payé plus cher, il est douteux que sa qualité pût être aussi parfaite.

Il a été attribué par le Ministère de l'Intérieur, pour les travaux d'aménagement, des crédits successifs dont l'ensemble arrive aujourd'hui à une somme d'environ 300.000 francs.

Les travaux complémentaires porteront la dépense totale à 500.000 francs environ.

L'établissement, pourvu de l'électricité et parfaitement au point dans ses moindres détails, sera alors vraiment la « station sanitaire modèle », titre que M. Léon Bourgeois lui a décerné lors d'une récente visite.

Cette flatteuse appellation consacre dès à présent le mérite et le dévouement de tous ceux et celles qui y ont donné leurs efforts aux blessés de la tuberculose.

DÉPT DE LA LOIRE
— STATION SANITAIRE —

— S. JODARD —

— 400 LITS —

PLAN DU
— SOUS-SOL —

ECHELLE DE 0,005 M¹M¹

DÉPOT
MORTUAIRES

SALLE
D'AUTOPSIE

LABORATOIRE

— AGRIQUE —

DÉPOT DE CORDON

DÉPOT
DE LA
PHARMACIE

ENTRÉE DES VINS

CRACHOIRS

SORTIE DES CRACHOIRS
DESINFECTÉS

SERVICE
DES
MATÉLAS

SORTIE DES MATÉLAS
DESINFECTÉS

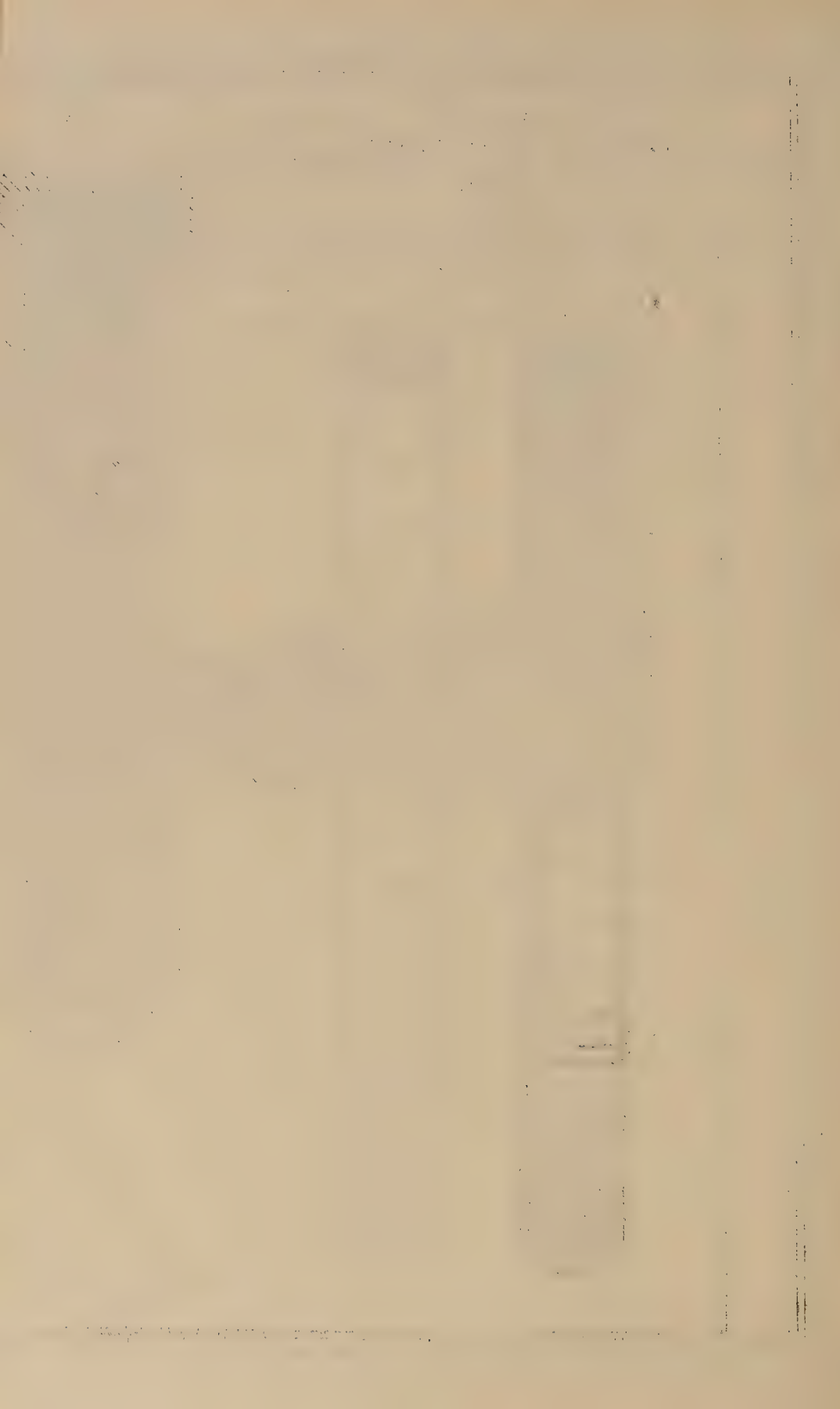
SERVICE
DE LA
LINGÈRE

SORTIE DE LA LINGÈRE
DESINFECTÉE

— SERVICE DE LA DESINFECTATION —

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE DÉPART¹
J. ETIENNE LE 21 DÉCEMBRE 1914

Vermand



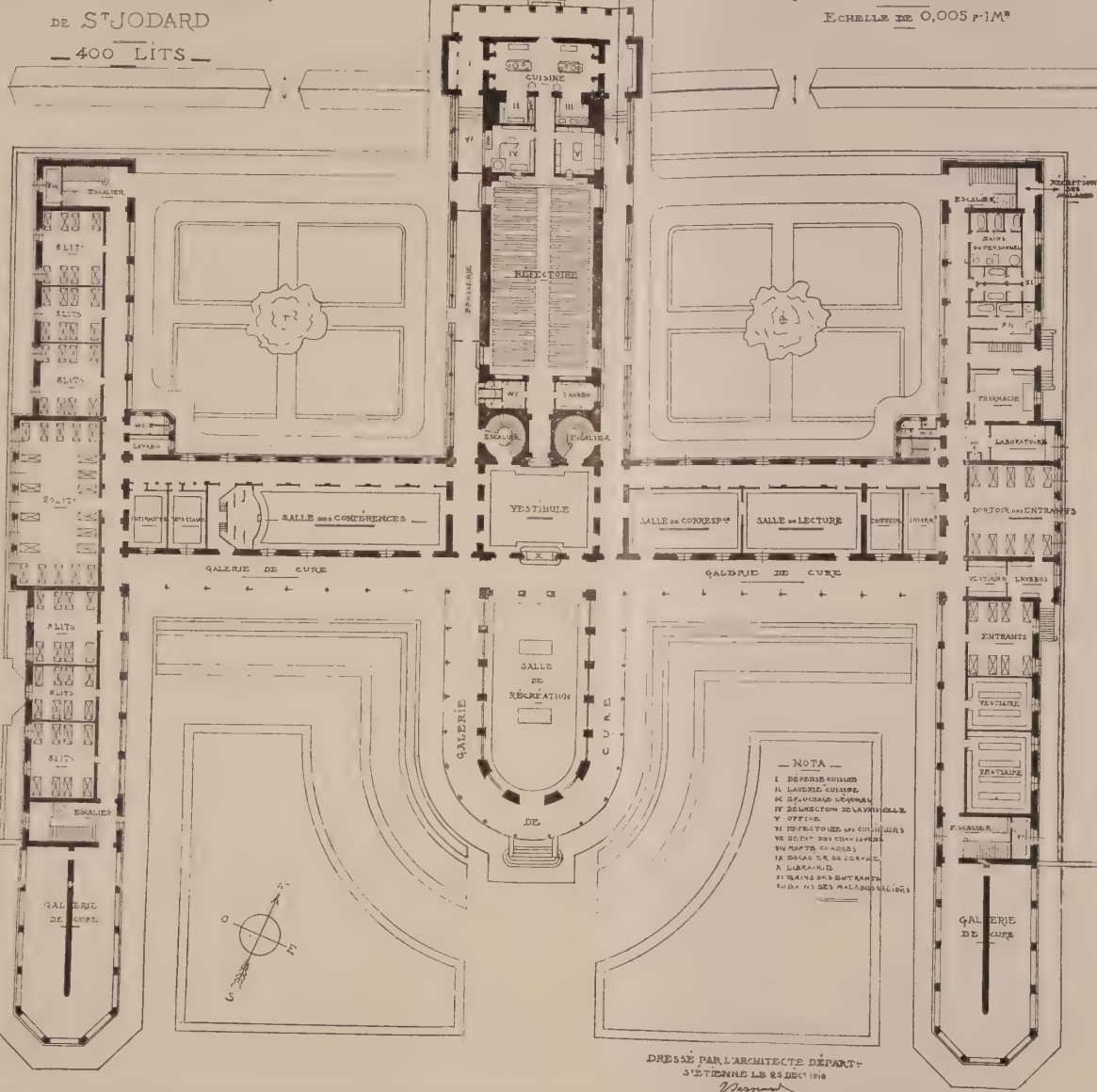
DÉPT DE LA LOIRE
STATION SANITAIRE

DE ST JODARD

400 LITS

PLAN DU
REZ-DE-CHAUSSEE

Echelle de 0,005 p. 1 M²

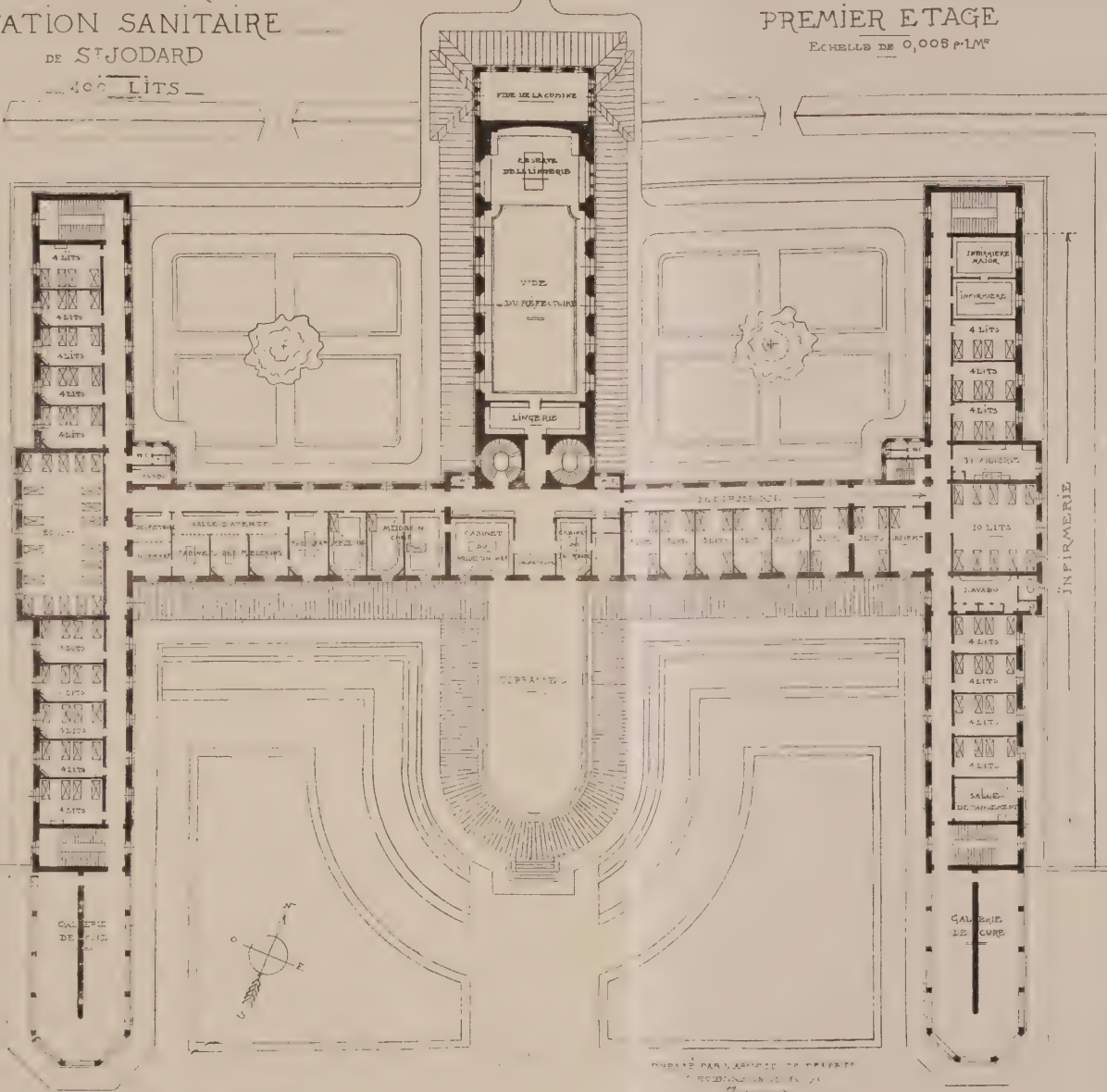


— NOTA —
I DÉPENSE CUISINE
II LABORATOIRE
III DÉPENSEMENT DE LA VENTILATION
IV DÉPENSEMENT DE LA VENTILATION
V OFFICE
VI REFECTORIO AN CUISINE
VII DÉPENSEMENT DE LA VENTILATION
VIII DÉPENSEMENT DE LA VENTILATION
IX DÉPENSEMENT DE LA VENTILATION
X DÉPENSEMENT DE LA VENTILATION
XI DÉPENSEMENT DE LA VENTILATION
XII DÉPENSEMENT DE LA VENTILATION

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE DÉPARTEMENTAL
ST JODARD LE 25 DEC 1916

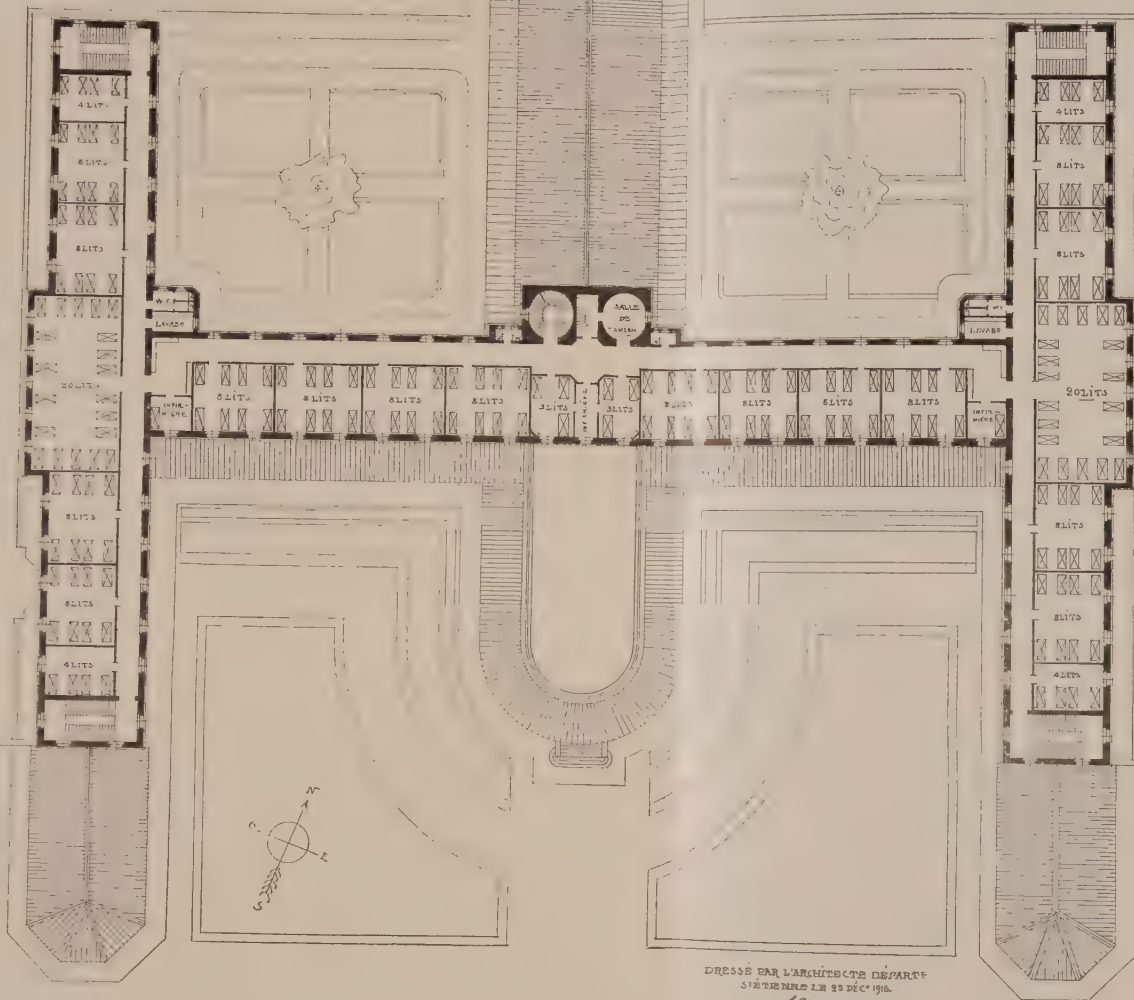
Vermeil

PLAN DU
PREMIER ETAGE
Echelle de 0,005 p. 1 m^e



DÉPT^E DE LA LOIRE
STATION SANITAIRE
DE ST JODARD
— 400 LITS —

PLAN DU
DEUXIÈME ETAGE
Echelle de 0,005 m¹m²



DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE DÉPARTEMENTAL
ST JODARD LE 25 DÉC 1916.

Vermaut

CHAPITRE III

ANNEXE AU PRÉCÉDENT CHAPITRE

A. — VERRIÈRES

PROJET DE SANATORIUM POUR FEMMES ET ENFANTS

Les nécessités de la guerre ont orienté tout d'abord l'effort antituberculeux du département vers la création urgente d'une station sanitaire pour prétuberculeux hommes.

Cette station, plus tard sanatorium, abritera dans un quartier spécial les garçons âgés de plus de douze à treize ans.

Reste maintenant à pourvoir aux besoins des femmes et des enfants entrant dans la catégorie des tuberculeux curables :

L'Administration préfectorale envisage à cet effet la restauration de l'ancien Séminaire de Verrières.

Le bâtiment est situé à une dizaine de kilomètres de Montbrison, dans une situation d'altitude intéressante (800 mètres).

Ce projet est en bonne voie et l'on peut escompter sa réalisation pour 1917.

L'établissement pourra contenir 200 à 250 lits.

Dans tous ses détails d'organisation, il sera, en tout et pour tout, le plus possible, calqué sur le modèle de la Station de Saint-Jodard.

Pour les femmes et les enfants, il doit être le pen-

dant de ce qu'est la station pour les hommes et les jeunes gens.

Nous l'avons dit dans un précédent chapitre, une annexe éloignée, pour malades avancés, lui sera rattachée.

Enfin, dans des locaux voisins s'organise, dès à présent, l'Œuvre Grancher, dont nous allons indiquer les grandes lignes.

B. — OEUVRE DE PRÉSERVATION DE L'ENFANCE CONTRE LA TUBERCULOSE

L'Œuvre, ainsi dénommée dans la Loire, n'est en réalité qu'une branche du Service des Enfants assistés, dont les crédits généraux assurent l'entretien.

La loi du 27 juin 1904 sur le Service des Enfants assistés, placés sous la protection de l'Assistance publique, s'exprime ainsi :

« Est dit enfant en dépôt : l'enfant qui, laissé sans protection ni moyens d'existence par suite de l'hospitalisation ou de la détention de ses père, mère ou ascendants, est recueilli temporairement dans le Service des Enfants assistés. »

Le titre III de la loi prévoit l'existence d'établissements dépositaires d'enfants assistés. L'article 19 dispose qu' « un établissement dépositaire peut être installé dans un immeuble possédé ou loué par le département ».

Le département de la Loire possède un établis-

sement dépositaire principal à Saint-Etienne (6, rue Victor-Duchamp), dans une de ses propriétés.

Il y a maintes fois reçu, entre autres enfants en dépôt, des enfants de parents tuberculeux (souvent réduits à un seul) hospitalisés.

Il faisait alors exceptionnellement et sans le savoir de la « préservation de l'Enfance contre la tuberculose ».

Aujourd'hui, il a résolu de faire en grand cette préservation et d'étendre son action.

Les dispensaires antituberculeux dirigent vers son Etablissement annexe des Enfants assistés les enfants que les parents tuberculeux laissent « sans protection ni moyens d'existence » par suite de leur hospitalisation.

Il en est de même pour les enfants de tuberculeux hospitalisés à domicile. Ceux-ci, nous l'avons dit, sont les malades reconnus justiciables de l'hospitalisation, le médecin de l'Assistance, après avoir diagnostiqué leur cas, leur a délivré un billet d'hôpital, ils sont officiellement munis de tous les droits et titres à une hospitalisation réelle. L'insuffisance des hôpitaux spéciaux empêche seule de les y placer et ils demeurent, malheureusement pour longtemps, en instance d'hospitalisation. Le département s'est refusé à admettre que cette injuste situation de fait pût porter atteinte à leur situation de droit.

Non seulement cette situation leur vaut, pour leurs enfants, le bénéfice de l'article 4 précité de la loi du 27 juin 1904, mais encore la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique commanderait,

si l'humanité ne le suggérait, de mettre ces jeunes sujets à l'abri de la contagion. La loi du 27 juin 1904 (titre V, *Dépenses*, art. 39), dit que « les enfants désignés dans l'article 4 (enfants en dépôt) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont recueillis ».

Le département de la Loire n'est donc exposé à aucune contestation à ce sujet, puisque son service assume seul la charge afférente aux enfants de tuberculeux en dépôt.

L'article 45 de la loi, déterminant comment sera payée la partie des dépenses du Service des Enfants assistés, non couverte par des ressources particulières (fondations, remboursement, etc.), la répartit à raison de deux cinquièmes à la charge du département, deux cinquièmes à la charge de l'Etat et un cinquième à la charge des communes.

Le Conseil général de la Loire, sur la proposition du préfet, a porté de 18.000 à 25.000 francs et de 35.000 à 38.000 francs les crédits figurant aux articles 2 et 21 du chapitre VII du budget de 1917, pour faire face à de plus nombreuses admissions d'enfants de tuberculeux à l'établissement dépositaire des Enfants assistés.

Cet établissement les dirige sur son annexe de Verrières. Là, sur l'avis du Service médical et sous réserve d'une surveillance constante, certains seront placés aux alentours dans des familles rurales. L'entretien de ces derniers est assuré sur le crédit de 110.000 francs de l'article 3 (Pension des pupilles confiées à des familles).

Le Conseil général sera appelé à opérer au budget de 1917 et aux budgets suivants les relèvements de crédits nécessités par l'extension de la branche « Préservation de l'Enfance », de son œuvre antituberculeuse générale.

L'Etat n'a aucune raison de contester la légitimité de la dépense engagée et pour laquelle il concourt à raison de deux cinquièmes. Il ne pourrait la discuter pour les enfants que l'hospitalisation des parents met pourtant à l'abri de la contagion. Défenseur de la santé publique, il la compromettrait en ce qu'elle a de plus précieux : les enfants, s'il refusait qu'on prenne ceux-ci en charge pour les éloigner du contagieux qui ne peut les soutenir, mais peut les faire périr.

Ces dépenses ne sont d'ailleurs qu'une avance de fonds à gros intérêt, car ces enfants, abandonnés à la misère et à la contagion, retomberaient un jour lourdement à la charge de l'Assistance sous une forme ou sous une autre.

Ecartés du danger et transportés dans un milieu sain, ils vont travailler, produire et augmenter le patrimoine vital et financier du pays.

L'Etat ne peut donc qu'admettre et même encourager les dépenses supplémentaires engagées de ce chef.

La gestion très économique de l'établissement dépositaire et de son annexe de Verrières maintiendra aux environs de 1 fr. 25 le prix de journée, même dans les circonstances actuelles, alors que, dès 1914, les hospices de Saint-Etienne demandaient pour les enfants assistés 1 fr. 85.

C'est là un sûr garant que les intérêts liés de l'Etat

et du département sont scrupuleusement ménagés. L'établissement de Saint-Etienne préexistait depuis 1914, il n'y a eu qu'à l'utiliser. Son annexe de Verrières a donné lieu à un ensemble de dépenses de 18.000 francs, couvertes entièrement au moyen de dons spéciaux faits au préfet de la Loire. Nous venons de voir comment est assuré le budget de fonctionnement.

La formation de Verrières constitue, pour ces enfants un dépôt, une voie de garage. Ils peuvent y attendre le moment où on les aiguillera vers un placement familial, jugé convenable d'emblée, ou rendu convenable par diverses interventions.

Les enfants négligés ou aggravés peuvent y être immédiatement repris et retenus le temps nécessaire dans un milieu favorable.

Ladite formation de Verrières sera en outre, pour tous les enfants placés à la ronde dans les familles, comme pour ses propres pensionnaires, un véritable dispensaire.

Les médecins, spécialistes et local, avec le concours d'infirmières adaptées, suivront les jeunes sujets et veilleront sur leur bien-être. Une culture physique rationnelle, et, autant que possible, intensive, sera entreprise à Verrières. Tout, enfin, sera fait pour décider les familles à laisser définitivement à la campagne les enfants sauvés du danger.

Le Service officiel de Préservation de l'enfance contre la tuberculose dont l'économie générale vient d'être indiquée commence à fonctionner à Verrières.

La direction va en être remise à M^{me} Tallez, docteur en médecine.

Il donne les meilleurs résultats :

Trente-six enfants ont déjà été admis. Près d'un tiers des enfants, examinés avec le plus grand soin, ont été reconnus suspects.

Cela prouve à quel point l'œuvre était nécessaire.

Un fillette reçue en état de tuberculose ouverte a été transférée dans un hôpital, presque au lendemain de son arrivée.

L'amélioration générale de la santé chez ces jeunes sujets, l'augmentation de leur poids, leur entrain et leur gaieté font très bien augurer de l'avenir.

On va avoir fini d'aménager l'annexe de l'établissement principal de la « Maison des Enfants » de Verrières.

Cette annexe, appelée « Le Mas », pourra être occupée fin février et recevoir quarante-cinq garçons qui trouveront là des conditions particulièrement intéressantes de grand air et de culture physique.

La transformation du bâtiment préexistant, ne s'élèvera qu'à environ 15.000 francs.

Les deux formations réunies pourront recevoir environ cent vingt enfants. Ce n'est qu'une première amorce de l'œuvre.

Dès le printemps 1917, on recherchera des placements de familles dans un rayon d'une dizaine de kilomètres autour de Verrières.

Auparavant, les mesures nécessaires seront prises

pour enrourager par des allocations appropriées les améliorations de salubrité et d'hygiène que les demeures rurales comportent presque toujours.

Les services compétents tiendront la main à l'observation des règlements sanitaires.

Les placements envisagés ne seront utilisés que lorsqu'ils offriront toutes garanties.

Un système de primes annuelles d'une valeur appréciable (50, 75, 100 francs), permettra de récompenser les placements les mieux tenus et d'entretenir l'émulation entre les divers gardiens d'enfants.

Verrières fonctionnant comme dispensaire, ses directrice et infirmières visiteront, une fois par mois au moins, chaque placement familial.

Chaque enfant de l'Œuvre de Préservation placé en famille sera présenté, suivant une périodicité déterminée, à Verrières-Dispensaire.

L'examen par le médecin spécialiste, la pesée, etc., permettront de prendre toutes mesures utiles et de tenir à jour le carnet individuel très complet consacré au sujet dès son arrivée.

S'il est nécessaire, l'enfant sera repris en dépôt pour un temps variable.

Grâce à ce contrôle très strict, on n'aura pas à redouter que le petit citadin, soustrait à son milieu dans un but de préservation, continue à courir les mêmes dangers à la campagne.

Détails sur Verrières.

C'est à Verrières même, dans une dépendance de l'ancien Séminaire, louée à la commune, et dans un

ensemble d'immeubles ruraux, dont le département s'est trouvé attributaire, qu'ont été posés les premiers fondement de l'Œuvre départementale de « Préservation de l'Enfance contre la tuberculose ».

Le Conseil général a autorisé le préfet à utiliser, de concert avec le Comité départemental d'Assistance aux militaires tuberculeux, lesdits immeubles dans ce but.

Beaucoup d'enfants de militaires tuberculeux sont, en effet, appelés à y être admis.

La « Maison des Enfants », annexe de Verrières, comprend :

1° Une vaste maison louée à la commune où se trouvent les services généraux, direction, lingerie, salle de visite, pharmacie, classes, infirmerie, etc.

Elle peut contenir en outre 60 à 80 enfants. Elle en abrite en ce moment une quarantaine. Il a été dépensé dans cette maison, en appropriation sommaire et mobilier, environ 5.000 francs. Cet argent provenait en partie de dons reçus par le préfet de la Loire, en partie du Service des réfugiés ; l'immeuble ayant primitivement servi à recevoir des orphelins et et enfants de régions envahies.

2° Un pavillon octogonal, dans une situation dominante, entouré de pins, est situé de l'autre côté du vallon, à moins d'un kilomètre. Ce pavillon appelé « le Mas » (et propriété du département), vient d'être aménagé pour recevoir environ 40 enfants.

Il servira probablement de modèle pour la construction d'un deuxième pavillon, placé symétriquement dans des bois et près dont le département est propriétaire.

Le rez-de-chaussée du « Mas » est occupé par un vaste hall à toutes fins prenant air et lumière par sept fenêtres et une porte. Cette pièce est à la fois réfectoire, salle de jeux pour les jours de mauvais temps et salle de classe. Dans un angle sont placés la cuisine, les bains et lavabos.

Le dortoir occupe la totalité du premier étage. Il possède huit fenêtres à toutes les orientations, et les enfants n'y doivent point séjourner entre leur lever et leur coucher.

Ce pavillon sera réservé aux enfants d'un même sexe, placés là sous la surveillance d'une infirmière directrice assistée d'une cuisinière, femme de service. Une aide interviendra en plus si besoin est.

Le département possède en bois, près, terres, environ 4 hectares autour du pavillon.

Une source est à proximité. Un chemina été transformé pour permettre d'accéder à quelques mètres du pavillon en voiture ou automobile.

Le ravitaillement est ainsi facile.

Une petite étable à chèvres et un poulailler sont à proximité du pavillon.

Le gros œuvre du pavillon préexistait, sa transformation et son ameublement auront coûté environ 18.000 francs, provenant de dons recueillis par le préfet de la Loire et utilisés de concert avec le Comité d'Assistance aux militaires tuberculeux.

Le pavillon doit être utilisé à partir du 1^{er} mars 1917.

Le fonctionnement de l'Annexe de Verrières de la « Maison des Enfants » de la Loire est naturellement

assuré au moyen des mêmes crédits que celui de la maison mère des Enfants Assistés de Saint-Etienne. Celle-ci n'est ni assez vaste, ni assez favorablement située pour recevoir les enfants en dépôt de tuberculeux. Elle les envoie à son annexe de Verrières, mais cela ne change en rien les conditions administratives de leur entretien.

Il a suffi d'organiser une gestion secondaire propre à l'Annexe. Cette gestion fera ressortir le prix d'entretien journalier d'un enfant.

De l'expérience faite sur une quarantaine d'enfants, il ressort que, même au coût actuel de la vie, ce prix de journée, à l'effectif de cent, ne dépassera pas sensiblement 1 fr. 25 (tout compris : administration, personnel, aliments, vêtements, chauffage, éclairage, médicaments, etc.).

— A l'état définitif du projet, le service comporterait :

1° Un local central (de 60 à 80 places).

2° Deux pavillons symétriques du même type (un pour garçons, un pour filles, de 40 lits chacun);

3° Des colonies par petits groupes dans les écoles rurales;

4° Des placements dans les familles.

Rappelons encore que les crédits qui couvrent ce fonctionnement proviennent du triple concours de l'Etat (deux cinquièmes), du département (deux cinquièmes) et des communes (un cinquième), aux termes de la loi de 1904 (Enfants en dépôt).

On ne saurait préciser quels seront les salaires définitifs du personnel. Ils sont d'ailleurs couverts

par le prix de journée ci-dessus évalué, sauf en ce qui concerne la directrice.

Cette directrice est docteur en médecine et, comme telle, chargée non seulement d'orienter tous les services de Verrières avec une collaboratrice responsable dans chaque formation, mais encore de ménager et surveiller les placements d'enfants dans les fermes environnantes.

Car, nous l'avons vu, le placement familial est appelé à prendre une grande extension.

Les enfants seront confiés par équipes de deux à quatre à des gens soigneusement choisis pour leurs qualités morales.

Les institutrices des villages et hameaux voisins sont conviées à organiser de modestes internats. On pourra leur confier, par groupes, des enfants examinés à Verrières et dont l'état serait satisfaisant :

Nulle part l'hygiène ne saurait être mieux observée, dans la campagne, que par ces maîtresses.

Bien entendu là, comme partout, on devra s'efforcer par l'éducation d'attacher les sujets à la vie des champs.

La directrice de Verrières assure d'ailleurs l'unité générale d'action et d'orientation médicale dans toutes les parties du service. Elle veille sur les conditions d'hygiène des placements et fixe le moment où ces placements doivent être interrompus ou recommencés. D'autres attributions d'assistance et d'hygiène doivent lui être données, qui élèveront l'ensemble de ses rémunérations à un traitement en rapport avec son titre de docteur en médecine.

NOURRISONS

Il entre dans le rôle des dispensaires d'assurer la préservation des nouveau-nés contre la contagion, en déconseillant l'allaitement par la mère tuberculeuse.

Quand les parents y consentent, le nourrisson est recueilli à la pouponnière départementale de Saint-Etienne, puis confié à une nourrice au sein, si possible ; à défaut, à une nourrice sèche, pour être élevé au biberon.

Administrativement, l'enfant est considéré comme « enfant en dépôt » de parents malades.

Si l'enfant, après sevrage, ne peut sans danger être replacé dans son milieu familial, il entrera dans la section appropriée de l'Œuvre de Préservation, toujours au même titre.

C. — ORIENTATION VERS LA VIE RURALE

DES ENFANTS DE TUBERCULEUX

ET DES TUBERCULEUX GUÉRIS OU AMÉLIORÉS ET ÉDUQUÉS

L' « Œuvre de Préservation de l'Enfance contre la tuberculose » établie dans la Loire tend à fixer définitivement à la campagne les jeunes sujets qui lui sont confiés.

La pratique du jardinage, des occupations de la basse-cour, la participation aux travaux des champs, les principes de l'éducation donnée, orienteront beaucoup d'enfants dans cette voie.

Pour ceux qui seront conservés au-dessus de l'âge

de treize ans, des contrats seront passés avec les cultivateurs qui les auront reçus en placement familial.

Mieux encore, lorsque cette jeune main-d'œuvre se sera affirmée et aura pris racine à la terre, on s'efforcera de déterminer les parents améliorés ou guéris à venir s'y fixer également.

Les disponibilités de terres et de fermes dues aux douloureuses circonstances de la guerre faciliteront cette tâche.

Les sujets éduqués par les sanatoria et les dispensaires trouveront là des conditions de vie parfaites pour leur cas.

Il faudra sans doute beaucoup de ténacité pour obtenir les premiers résultats, mais ils seront certainement excellents et leur exemple entraînera les hésitants.

Aucun encouragement ne doit être négligé à cet effet.

Le Conseil général de la Loire sera appelé à voter des ressources pour donner à ces « néo-cultivateurs » des facilités essentielles.

Grâce aux divers modes de crédit agricole institués par les lois, les avances nécessaires, devront leur être consenties. Ils pourront ainsi acquérir de l'outillage, des engrais, des semences, des animaux et même de petites propriétés.

Il s'agit aussi de ramener à la terre les réformés n° 2 de l'armée, les anciens pensionnaires des stations sanitaires, les tuberculeux améliorables et améliorés sortant des stations sanitaires, les citadins repérés par les dispensaires, etc.

Autour de la Station Sanitaire de Saint-Jodard, on développe l'emploi à des travaux agricoles modérés, des pensionnaires désignés par les médecins traitants pour remplir ces fonctions.

On va saisir l'occasion de la constitution d'équipes destinées à la culture des terres abandonnées pour y introduire une certaine proportion de tuberculeux sérieusement consolidés et éduqués.

La durée et la nature de leur travail seront précisées ainsi que les soins et précautions dont il faudra les entourer.

Ces demi-malades devront être judicieusement choisis. On ne leur demandera pas une tâche supérieure à la moitié du labeur normal fourni par un ouvrier agricole moyen.

L'essentiel est d'utiliser leurs facultés dans l'intérêt général en ménageant leurs propres intérêts de santé et de profit.

On proportionnera le salaire au service rendu.

Un tuberculeux, d'équipe agricole logé et très convenablement nourri, gagnera environ 2 francs par jour aux champs au lieu de 4 ou 5 francs; mais il fortifiera sa santé et se prémunira contre des rechutes. A la longue, s'il continue à s'améliorer, sa valeur comme travailleur progressera et se rapprochera de la normale.

On peut espérer amener peu à peu ces sujets à s'attacher à la campagne; ils s'y convaincront de son influence salutaire sur leurs lésions et, souvent, s'y fixeront.

Dans les équipes de culture envisagées par suite du

récent projet gouvernemental, il y a place pour des tâches et des aptitudes multiples.

Une logique division du travail devra adapter chacun au rôle qui lui convient.

Le cultivateur professionnel entendu, mais incapable de fournir un gros effort, sera le moniteur d'hommes plus valides; l'ancien ouvrier mécanicien sera attaché au fonctionnement des machines agricoles, etc.

Toutes les gradations dans l'activité à fournir permettront une juste répartition des forces et compétences dans les divers emplois depuis celui de laboureur, jusqu'à celui de surveillant pour prisonniers de guerre.

L'administration préfectorale est en pourparlers, d'autre part, avec de grands propriétaires susceptibles d'attacher à leur fonds, dans des conditions appropriées un groupe de cinq ou six tuberculeux appelés à fournir le travail de trois ou quatre hommes (dans le vignoble par exemple : pour la taille, le sulfatage, etc.).

Avec la ferme volonté d'aboutir manifestée partout, des résultats considérables sont à espérer.

*
* *

Rappelons à ce propos combien la dissémination des dispensaires et leur diffusion, poussée si loin dans la Loire, va être profitable à cette œuvre d'attirance des tuberculeux curables à la campagne.

Ils trouveront toujours à proximité un de ces organes de relation prêt à les examiner, les conseiller, les pourvoir de crachoirs, assurer leur prophylaxie, et, au besoin, en cas d'aggravation, les aiguiller rapidement vers le sanatorium.

CHAPITRE IV

LES DISPENSAIRES DE LA LOIRE

Le 19 août 1916, le Ministre de l'intérieur adresse aux préfets de France la circulaire suivante :

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Paris, le 19 août 1916.

Intérieur (Assistance), à préfets France.

Circulaire. — Je vous enverrai incessamment des instructions précises au sujet de l'application de la loi du 15 avril 1916 sur les dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (*Journal Officiel* du 18 avril). Mais il serait extrêmement désirable que sans plus attendre, l'éventualité de la création d'un ou plusieurs de ces établissements soit envisagée par les Assemblées départementales. Vous voudrez donc bien en saisir le Conseil général à la session actuelle; il suffira d'ailleurs de lui demander d'examiner la question de principe et s'il y a lieu de déléguer à la Commission départementale tous pouvoirs nécessaires pour mettre le Département en instance de telles créations ou pour étudier les propositions émanant de collectivités ou d'initiative privée dans les conditions prévues par la loi. Vous remarquerez que cette institution nouvelle serait susceptible d'aider dans leur tâche si délicate les Comités départementaux d'assistance aux militaires tuberculeux récemment institués pour la durée de la guerre, soit que ces Comités eux-mêmes se chargent de l'institution des dispensaires, soit que les dispensaires institués par le Conseil général ou par toute autre collectivité fournissent à ces Comités le plus efficace et le moins onéreux des moyens d'action.

En janvier 1917, le département de la Loire a ouvert 8 dispensaires et prévoit un total de 16 dispensaires.

PROGRAMME GÉNÉRAL

En octobre 1913, le Conseil général avait pris l'initiative de convier les villes du département à organiser des dispensaires antituberculeux. Il offrait de les subventionner.

Il ne fut pas répondu à son appel, et rien n'était encore réalisé au jour de la déclaration de guerre.

Au lendemain du vote de la loi du 15 avril 1916 (loi Léon Bourgeois), l'Assemblée départementale décida de créer trois dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, un pour chaque arrondissement.

Elle décidait en outre de favoriser l'établissement de dispensaires secondaires dans des centres bien choisis pour desservir au mieux l'ensemble du territoire et de la population.

A vrai dire, la forme juridique prévue par la loi Léon Bourgeois ne sera sollicitée que pour les trois dispensaires principaux. Les autres n'en seront que des annexes pourvoyant, sous le couvert et avec l'aide des premiers, aux besoins directs et immédiats d'un secteur déterminé.

On a jugé indispensable d'organiser matériellement des dispensaires dont l'installation permit au plus tôt de rechercher, de recevoir, de conseiller et d'aider les tuberculeux.

Leur organisation de fait a été immédiatement entreprise, sans attendre que la personnalité morale et légale leur ait été conférée.

Cette consécration de leur existence aura lieu lorsque la période d'essai sera close.

Le besoin impérieux de ces établissements exigeait une rapide réalisation ; car, devant le néant de l'organisation antituberculeuse préalable, le Comité d'assistance aux militaires tuberculeux de la Loire se trouvait à peu près impuissant à atteindre son objet.

Voici donc ce qui fut décidé :

Un premier dispensaire de fait serait aménagé par les soins de l'Administration préfectorale et du Comité d'assistance aux militaires tuberculeux.

Le siège en serait à Saint-Etienne, chef-lieu du département.

Son rayon d'action s'étendrait sur la superficie totale du département, en attendant la création d'autres dispensaires, simultanément poursuivie pour permettre de diviser le territoire et de se rapprocher ainsi de la clientèle.

Le programme général envisagé, qui tient compte des difficultés de communications, se résume ainsi :

XVI DISPENSAIRES

I. Dispensaires départementaux princi- paux III	II. Dispensaires secondaires	
	A. Déjà créés VI	B. En projet VI
1. SAINT-ETIENNE Bâtiment départe- mental. Ouverture août 1916.	<i>Firminy</i> 4. Bâtiment hospi- talier. Avant 31 décembre 1916. 5. <i>Saint-Chamond</i> Dépendance de l'hôpital. Décembre 1916. 6. <i>Rive de Gier</i> Dépendance de l'hôpital. Décembre 1916.	10. Bourg-Argental.
2. MONTBRISON Dépendance de l'hô- pital. Ouverture décembre 1916.	7. <i>Feurs</i> Bâtiment commu- nal. Avant 31 décembre 1916. 8. <i>Veauche</i> (Saint-Gal- mier) Dépendance d'hô- pital industriel. Avant 31 décembre 1916.	11. Verrières. (Or- ganisé en fé- vrier 1917.) 12. Saint-Bonnet-le- Château. 13. Chazelles-sur- Lyon. (Orga- nisé pour fin février 1917.) 14. Boën. 15. Noirétable.
3. ROANNE Dépendance de l'hô- pital. Ouverture février 1917.	9. <i>Saint-Jodard</i> (Sta- tion sanitaire) A suppléé le dis- pensaire de Roan- ne pendant son organisation. Ouverture 1 ^{er} décem- bre 1916.	16. Charlieu.

Les tuberculeux, militaires réformés ou tuberculeux civils, trouveront donc assistance dans neuf centres à partir du 1^{er} janvier 1917 : et plus tard dans seize.

Sans doute aussi, réalisera-t-on sous peu le projet dont j'ai parlé dans mon avant-propos, d'un sous-dispensaire automobile ; et les consultations et moyens d'action divers pénétreront ainsi plus avant encore, dans les parties les plus reculées du département.

Le type des dispensaires départementaux de la Loire, dont la mise au point s'achève suivant le plan qui vient d'être exposé, est le dispensaire de Saint-Étienne.

Premier en date, il servira de modèle à notre description rapide.

Disons en passant que le dispensaire doit être aussi simple et aussi économique que possible : l'idéal étant d'en avoir beaucoup.

La perfection doit être sacrifiée à la multiplicité, dans ces organes de relation, destinés à jouer, avant tout, l'office considérable de bureaux de renseignements pour tuberculeux ignorants ou éloignés.

A. — DISPENSAIRE DE SAINT-ETIENNE

(4, RUE VICTOR-DUCHAMP, TÉLÉPHONE 10-09)

a. BATIMENT

Le Dispensaire départemental d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse de Saint-Etienne a été établi dans un corps de bâtiment dépendant d'un ancien collège acquis par le Département.

Une entrée sur rue conduit, entre le bureau de l'infirmière chef de poste et celui de l'enquêteur ouvrier, à une assez vaste salle d'attente, où se tient une employée chargée de répondre au public et de tenir les écritures.

Sur cette salle, donnent :

D'une part, le laboratoire, en communication avec le cabinet du médecin directeur, d'autre part, deux déshabilleurs, communiquant avec le même cabinet.

En arrière de ces locaux se trouve la désinfection.

C'est un local possédant deux passages absolument distincts et opposés : un passage septique où le malade vient apporter son linge contaminé, renfermé dans un double sac de toile numéroté, et un passage dit « aseptique », par où il vient le réclamer la semaine suivante.

Enfin, tout en arrière du dispensaire, est aménagée une salle de conférences.

Elle est destinée à l'instruction des enquêteurs,

visiteurs, moniteurs d'hygiène et de lutte antituberculeuse (des deux sexes).

Elle sert aussi aux réunions du Comité d'assistance, aux tuberculeux du Comité de la P. R. 2, (assistance aux réformés militaires), au Comité de l'œuvre de préservation de l'enfance contre la tuberculose, etc.

b. MATÉRIEL

Le matériel est en somme très simple :

Le cabinet médical est pourvu de chaises élevées, pour l'auscultation, de balances pour peser les malades et de quelques accessoires pour petites interventions.

Le laboratoire est pourvu d'un microscope et des réactifs nécessaires pour les analyses.

La salle de désinfection contient une étuve Gonin que le Département possédait déjà et qui fonctionne pour le service antituberculeux comme pour les autres.

Elle permet la désinfection à sec des matelas, vêtements, etc.

Pour le linge des tuberculeux, sont disposées des cuves à immersion, et des lessiveuses destinées au buandage.

Un grand nombre de sacs à linge est nécessaire pour la désinfection, car pour chaque malade il faut en posséder deux. Il y range son linge, numéroté, et l'apporte par le passage septique; le tout est mis au trempage, puis lessivé, trié, remis dans un sac propre et livré la semaine suivante, lavé et désinfecté, au passage dit « aseptique ».

Pour un petit dispensaire ne faisant pas lui-même l'analyse de crachats et la grande désinfection, il suffira de posséder le matériel énuméré sur la liste suivante :

MATERIEL NECESSAIRE A UN PETIT DISPENSAIRE

1° Cabinet de l'infirmière enquêteuse.

2 chaises.	le linge et les crachoirs à donner).
1 petite table bureau.	6 serviettes à toilette.
1 garniture bureau.	12 torchons.
2 têtes de portemanteaux.	6 linges d'auscultation.
1 petit lavabo.	6 blouses (3 pour le médecin, 3 pour l'infirmière).
1 tablette supportant :	50 crachoirs de chambre.
1 réchaud à gaz ou à pétrole.	50 crachoirs de poche.
3 casseroles de grandeurs différentes.	1 lampe.
1 rayon étagère.	
1 petite armoire (pour mettre	

2° Salle d'attente des malades.

20 chaises.	2 porte-parapluies.
1 table de milieu.	1 phare.
1 lampe.	2 crachoirs muraux.

3° Deux déshabilleurs.

1 chaise dans chacun.	2 têtes de portemanteaux dans chacun.
-----------------------	---------------------------------------

4° Cabinet du médecin.

1 bascule.	1 presse à copier et un copie-lettres.
1 tabouret d'auscultation.	1 lampe.
1 chaise-longue d'examen.	3 têtes de portemanteaux.
1 bureau et garniture de bureau.	1 petite glace.
1 fauteuil de bureau.	1 sonner. électr. pour l'appel des malades ou du person.
3 chaises.	1 armoire à dossiers.
1 poêle.	1 casier à ordonnances.
1 lavabo.	1 thermocautère.
1 crachoir mural.	1 abaisse-langue.
1 thermomètre mural.	

5° *Service du linge.*

2 groupes séparés de casiers (linge sale, linge propre).	60 sacs à linge (7 fr. 75 pièce).
2 tables de triage.	2 séries de numéros de métal
3 chaises.	de 1 à 30.
1 cuve ou cuveau de trem- page.	8 sacs collecteurs (2 fr. 50 pièce).
1 égouttoir.	

c. PERSONNEL.

Il est nécessaire de faire diriger les trois dispensaires départementaux de Saint-Etienne, Montbrison et Roanne, par des médecins spécialistes.

En-même temps, ils seront les inspecteurs et les conseils des dispensaires secondaires.

Chacun de ces dispensaires secondaires est, en principe, desservi par un médecin local offrant les garanties nécessaires.

Il est mis au courant des méthodes scientifiques et du mécanisme social et administratif auquel tous les dispensaires doivent se conformer dans l'uniformité du plan d'action départemental.

Le spécialiste directeur du dispensaire principal y assistera à une séance de consultation au moins par mois pour faciliter le maintien de l'unité d'action et pour aider, de son expérience de phtisiologue, son confrère à résoudre les cas douteux ou difficiles.

Les médecins directeurs des dispensaires principaux sont, au premier chef, des agents de prophylaxie. Il faut-il qu'ils puissent déterminer les améliorations

d'hygiène à défaut desquelles l'effort antituberculeux serait sans lendemain.

A ce titre, ils sont rattachés comme inspecteurs adjoints au Service départemental d'hygiène et de protection de la santé publique, et indemnisés comme tels.

Figure également dans le cadre du même Service départemental le personnel masculin ou féminin employé dans les dispensaires sous les ordres des médecins directeurs : enquêteurs, infirmiers, désinfecteurs, etc.

Dans le Dispensaire de Saint-Etienne, par exemple, le personnel est composé de la manière suivante :

A la tête est un médecin directeur spécialiste, inspecteur adjoint du Service de l'hygiène et de la santé publique ; attaché précédemment au Sanatorium d'Hauteville et à la Station sanitaire de Saint-Jodard.

Ensuite un enquêteur principal, mutilé de guerre, ancien secrétaire de la Bourse du travail, agent du Service d'hygiène. Il est chargé des enquêtes sociales, le plus souvent dirigées sur les conditions de salubrité des logements de tuberculeux.

L'accord et la collaboration avec le Bureau municipal d'hygiène ou le Service départemental d'hygiène, selon le cas, est ainsi parfait et les conditions se trouvent multipliées de faire de nécessaires applications de la loi de 1902 sur la protection de la santé publique.

Une secrétaire pourvoit à la permanence du bureau et aux écritures. Des hommes ou femmes de service, au mois, à la journée ou à l'heure, selon les besoins, assurent les opérations et manutentions qui entrent dans le cadre de la prophylaxie, du lavage et de la désinfection.

d. FONCTIONNEMENT

Pour le Dispensaire de Saint-Etienne, les consultations sont fixées comme suit :

Jours	Hommes	Femmes et enfants
Mercredi . . .	9 heures	9 heures
Vendredi . . .	9 —	19 h. 30
Dimanche . . .	8 —	9 h. 30

Elles sont très fréquentées; en moins de trois mois, plus de trois cent soixante-dix malades, militaires réformés, civils des deux sexes et de tout âge, ont été examinés et ont donné lieu à l'enquête médicale et à l'enquête sociale qui sont à la base des opérations du dispensaire.

Les malades ont, en outre, fait l'objet des interventions d'assistance ou de prophylaxie ci-après énumérées :

Assistance médicale gratuite (médicaments).

(Euvre du vestiaire (vêtements et linge).

Prêt de lit.

Suralimentation.

Secours de loyer (pour changement de logement).

Assainissement de logement insalubre.

Désinfection (locaux et objets).

Placement du malade (concerté avec l'Office départemental de placement).

Hospitalisation.

Préservation de l'enfance contre la tuberculose.

Le fonctionnement des dispensaires secondaires du ressort n'est pas indépendant de celui du dispensaire principal. Ce sont là des organes d'un même corps, vivant de la même vie, et le dispensaire secondaire est exactement un corps de bâtiment éloigné du principal. C'est pourquoi nous avons parlé simultanément des deux.

Après chaque séance du dispensaire secondaire, les documents, fiches, crachoirs à analyser et le compte rendu général sont portés au dispensaire principal.

De là, les pièces devant donner naissance à une intervention sociale, seront centralisées à l'Office social de la préfecture de Saint-Etienne. Il n'entre pas dans le cadre de ce rapide exposé d'organisation pratique d'envisager dans tous ses détails le fonctionnement des dispensaires dans leurs rapports de thérapeutique, d'hygiène, de prophylaxie, etc., avec les malades.

Un simple coup d'œil jeté sur les modèles de fiches employées dans ces établissements donnera une idée précise et cinématique de la manière dont sont réglées la vie et l'action des dispensaires de la Loire :

Au recto :

CARTES D'INSCRIPTION

Adresse et numéro téléphonique du dispensaire :

Numéro d'ordre; date de l'inscription :

Nom :

Profession :

Adresse :

(Rapporter cette carte à toutes les consultations.)

Au verso :

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

Revenir le

DISPENSARE DÉPARTEMENTAL

*d'Hygiène Sociale
et de Préservation Antituberculeuse*

A SAINT-ETIENNE

4, Rue Victor-Duchamp, 4

TÉLÉPHONE : 10-09

ENQUÊTE SOCIALE

Date :

N° d'Ordre

Nom et Prénoms
Age
Situation militaire
Domicile
Profession habituelle
Nom et adresse du patron

Le malade vit-il seul, en ménage
ou chez ses parents ?
Le malade a-t-il des enfants ?
Combien ?
Quel âge ont les enfants ?
A-t-il perdu des enfants ?
De quelles maladies et à quel
âge ?

Salaire et heures de travail du
malade
Profession du conjoint ; salaire
et heures de travail
Profession des enfants ; salaires
et heures de travail
Profession des parents ; salaires
et heures de travail

Depuis combien de temps le
malade est-il obligé de chômer ?

Travaille-t-il à l'atelier ou à
domicile ?

La famille du malade tient-elle
un commerce ?
Lequel ? Rapport approximatif

Le malade a-t-il des parents à entretenir ?	
Montant du loyer	
Le ménage reçoit-il des secours de l'Assistance publique ? Lesquels ?	
Le ménage reçoit-il des secours des œuvres privées ? Lesquels ?	
Le chef de famille est-il affilié à une société de secours mutuels ? Laquelle et quels secours ?	
Le chef de famille est-il affilié à une œuvre donnant des secours en cas de maladie ? Laquelle et quels secours ?	
Le malade reste-t-il chez lui ou se promène-t-il ?	
La mère place-t-elle des jeunes enfants aux crèches ou chez des gardeuses ?	
Le malade a-t-il une alimentation suffisante ?	
Le malade a-t-il des vêtements chauds ?	
Le malade a-t-il des draps et des couvertures ?	
Où le malade crache-t-il ?	
Comprend-il la nécessité de ne pas cracher par terre et de détruire ses crachats dans l'intérêt de sa santé ?	
L'exercice de sa profession est-il pénible ?	
Quelle est, de l'avis du malade, la situation hygiénique de l'atelier ou de l'usine où il travaille ?	

Existe-t-il des antécédents alcooliques personnels ?
Boisson préférée ; quantité absorbée par jour.
Existe-t-il des antécédents alcooliques paternels ou maternels ?

Situation Hygiénique du Logement

Aspect général de la maison (propre, malpropre, humide, poussiéreuse, malsaine, claire, sombre)
Combien de ménages habitent la maison ?
Nombre et description des pièces du logement du malade.
A quel étage se trouve-t-il ?

Quelles dimensions a la chambre du malade ?
Combien de personnes couchent dans la chambre du malade ?
Lesquelles ?
Combien y a-t-il de lits pour toute la famille ?
Le malade occupe-t-il un lit seul ?
Etat de la literie ?

Combien de ménages habitent la même maison ?
Situation hygiénique générale de la maison
La chambre du malade donne-t-elle sur la rue, sur une cour ou sur un jardin ?
Est-elle ensoleillée ?
Combien de fenêtres a-t-elle ?
Peut-on les ouvrir facilement ?

D'où provient l'eau d'alimentation? Puits ou eau de la ville?	
Où et comment se fait la lessive? Ou et comment sèche-t-on le linge?	
Propreté de la chambre du malade? Y a-t-il lieu de faire nettoyer et blanchir la chambre du malade?	
Est-il nécessaire de le faire changer de logement?	

VISITES ULTÉRIEURES

DATES	REMARQUES	DÉSINFECTION DU LOGEMENT

Au recto :

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

OFFICE SOCIAL

Commune

Ordonnance

DISPENSARE DÉPARTEMENTAL D'HYGIÈNE SOCIALE
et de préservation antituberculeuse
4, rue Victor-Duchamp — SAINT-ÉTIENNE

ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE

Nom et Prénoms

Domicile

PRESCRIPTIONS

Vu :

, le 191 , le 191

Le Médecin de l'Assistance, Le Maire, Le Médecin-Directeur,

Au verso :

AVIS

Formalités à remplir par les malades pour obtenir la remise gratuite
des médicaments prescrits.

A. Malades domiciliés à Saint-Etienne.

1^o Obtenir un certificat d'indigence délivré par le Commissaire de police de leur quartier;

2^o Présenter ledit certificat et l'ordonnance ci-contre au visa du Médecin de l'Assistance (*Bureau des consultations, 7, rue Berthon*), aux jours et heures fixés pour chaque canton, savoir :

CANTON NORD-EST. — Lundi, Mercredi et Vendredi, à 10 heures du matin.

CANTON SUD-EST. — Mardi, Jeudi et Samedi, à 9 heures du matin.

CANTON NORD-OUEST. — Lundi, Mercredi et Vendredi, à 9 heures du matin.

CANTON SUD-OUEST. — Mardi, Jeudi et Samedi, à 9 heures du matin.

3^o Remettre la présente ordonnance à la *Pharmacie des Hospices, rue Saint-Roch, 2, à Saint-Etienne*, qui délivrera les médicaments prescrits.

B. Malades domiciliés dans des communes autres que Saint-Etienne.

Faire viser la présente ordonnance au Maire de leur commune et la présenter ensuite au pharmacien fournisseur du Service de l'Assistance médicale gratuite.

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

—
* Division
—

OFFICE SOCIAL
—

Commune d

N°

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DISPENSARE DÉPARTEMENTAL D'HYGIÈNE SOCIALE
et de Préservation antituberculeuse
4, Rue Victor-Duchamp — SAINT-ÉTIENNE

ŒUVRE DU VESTIAIRE

Je soussigné, médecin-directeur du Dispensaire antituberculeux de Saint-Etienne, déclare qu'il y a intérêt à accorder
a malade
domicilié
rue n°

les vêtements, effets de lingerie ou objets de literie ci-après :

Pèlerine,	flanelle,	chemise,
Galoches,	tricot,	chaussettes,
Cache-nez,	caleçon,	drap,
Fichu,	mouchoirs,	couverture-oreiller.

Saint-Etienne, le 191

Le Médecin-Directeur,

Transmis à M^{me} la Présidente de l'Œuvre du Vestiaire antituberculeux en la priant de vouloir bien examiner favorablement la demande ci-dessus et nous faire connaître la suite qu'il lui aura été possible de lui donner.

Saint-Etienne, le 191

Pour le Préfet de la Loire,
Le Chef de l'Office social,

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

division

**Dispensaire départemental d'Hygiène sociale
et de Préservation antituberculeuse.**

OFFICE SOCIAL

Rue Victor-Duchamp, 4, Saint-Etienne.

Commune de
n°

PRÊT DE LIT

Je soussigné, médecin-directeur du Dispensaire antituberculeux de Saint-Etienne, déclare qu'il y a intérêt à assurer l'isolement pour le couchage de malade.

domicilié à

rue

n°

et à lui consentir le prêt pour une période de six mois, renouvelable, d'un lit spécial avec matelas et traversin.

Saint-Etienne, le

191

Le Médecin-Directeur,

Le Préfet de la Loire autorise le prêt a malade

d'un lit spécial avec matelas et traversin, pour une période de six mois, renouvelable.

Les objets de literie seront soumis à la désinfection, dès leur restitution.

Saint-Etienne, le

191

Le Préfet de la Loire,

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

• division

OFFICE SOCIAL

Commune de
n°

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

**Dispensaire départemental d'Hygiène sociale
et de Préservation antituberculeuse.**

Rue Victor-Duchamp 4, Saint-Etienne.

SURALIMENTATION

Je soussigné, médecin-directeur du Dispensaire antituberculeux de Saint-Etienne déclare que M
domicilié à

rue

n°

a besoin d'être suralimenté au moyen de { lait,
viande,
œufs.

Saint-Etienne, le

191 .

Le Médecin-Directeur,

Transmis à M. le Président du Bureau de bienfaisance de
en le priant de vouloir bien accorder au malade sus-désigné
l'assistance alimentaire reconnue nécessaire par M. le Médecin-
Directeur du Dispensaire et de nous faire connaître ci-dessous
la suite donnée à la présente communication.

Saint-Etienne, le

191 .

Pour le Préfet de la Loire,

Le Chef de l'Office social,

Commune de
n° (1)

Assistance alimentaire

accordée le

au malade.

{ lait (2).
viande.
œufs.

Transmis à M. le Préfet de la Loire (Office social).

A

le

191 .

Le Président du Bureau de bienfaisance.

¹ Rappeler le numéro de la demande.

² Indiquer la quantité d'aliments accordés pour la semaine au malade.

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

OFFICE SOCIAL

N° d'ordre (1)

DISPENSARE DÉPARTEMENTAL D'HYGIÈNE SOCIALE
ET DE PRÉSERVATION ANTITUBERCULEUSE

4, rue Victor-Duchamp — Saint-Etienne

HYGIÈNE SOCIALE

Commune de

Secours de loyer pour changement de logement

Nom et prénoms

Etat comparatif des logements.		
Questionnaire	Logement actuel	Logement proposé
	Rue Numéro	Rue Numéro
Nombre de pièces		
Surface totale		
Cube d'air		
Nombre de fenêtres		
Surface ouvrante des fenêtres		
Surface ensoleillée		
Nombre de personnes		
Nombre de lits ou berceaux		
Combien de personnes couchent dans la chambre du malade ?		
Le malade occupe-t-il un lit seul		
La chambre du malade donne- t-elle :		
sur la rue		
sur une place		
sur une cour		
sur un jardin		
Contributions		
Prix du loyer annuel		

(1) Ce numéro doit être le même que celui de la fiche d'assainissement du logement actuel.

Voir au verso.

Verso du précédent.

Situation de la famille							
Membres de la famille vivant en commun	Age	Profession	Salaire, produit ou traitement annuel	Autres ressources. La famille reçoit-elle des secours ? Lesquels ?	Etat de santé	Renseignements particuliers	Observations et avis du médecin d'act.
Mère						Conduite	
Père						Moralité	
Enfants						Sobriété	

Saint-Etienne, le

191

L'Enquêteur,

Saint-Etienne, le

191

Le Médecin-Directeur,

Transmis à Monsieur

en exposant l'avis qu'il y a intérêt social à favoriser le changement de logement de cette famille en lui accordant un secours égal à l'augmentation de loyer du logement proposé.

Saint-Etienne, le

191

Le Préfet de la Loire,

Nota. — Prière de vouloir bien faire connaître à la Préfecture (Office Social), en rappelant le numéro de la présente notice, la suite donnée à la proposition ci-dessus.

PREFECTURE
DE LA LOIRE

Dispensaire départemental d'Hygiène sociale et de Préservation antituberculeuse
4, rue Victor-Duchamp, 4 — SAINT-ETIENNE

OFFICE SOCIAL

ASSAINISSEMENT DE LOGEMENT INSALUBRE

N° _____

IMMEUBLE sis : { Chef-lieu de commune **LOGEMENT** { rez-de-chaussée
N° rue situé à { étage
Village, ham., lieu dit Comprenant { pièces
Nombre d'étages Occupé par { personnes
Nombre de pièces Loyer annuel { francs
Renseignements généraux { Nombre de logements Locataire actuel M
aur l'immeuble { Nombre { hommes
de { femmes
locataires { enfants

Nom et adresse du propriétaire :

DESCRIPTION DU LOGEMENT

Affectation de chaque pièce	Longueur	Largeur	Hauteur	Cube d'air	Nombre de fenêtres		Surface ouvrante de chaque fenêtre	O. Exposition N. S. E. O.	Surface ensoleillée			Nombre de personnes couchant dans chaque pièce			Alcôves ou soupentes	Traces d'humidité	Observations
					sur rue	sur cour (1)			à 8 h.	à 12 h.	à 16 h.	Adultes	Enfants au-dessous de 14 ans	Nombre de lits ou berceaux			
Cuisine.																	
Salle à manger																	
Chambre N° 1																	
— N° 2																	
— N° 3																	
— N° 4																	
— N° 5																	

(1) Indiquer dans la colonne d'observations la surface de la cour.

Etat des sols et planchers. { du logement (Si le logement est situé au rez-de-chaussée, indiquer comment est assuré l'isolement du sol).
des couloirs, allées, cours.

*Etat des plafonds, des parois
des murs, enduits
et badigeons.* { du logement.
des escaliers, couloirs et allées.
des cabinets d'aisance.

*Etat des abords
de l'immeuble.* { Y a-t-il des dépôts d'immondices, de fumiers, etc. ?
Y a-t-il des eaux stagnantes ?
Y a-t-il dans l'immeuble ou à proximité un établissement insalubre ?
Nature et dénomination de cet établissement.
A quelle distance de l'immeuble est-il situé ?

*Comment est assurée l'alimentation de
l'immeuble en eau potable ?* { Canalisation d'eau potable.
Puits, Pompe.

Comment se fait l'évacuation des eaux ménagères ?

La cuisine a-t-elle un évier ? avec ou sans siphon ?

Cabinets d'aisance..	Où sont-ils situés?	Dans l'appartement? Sur le palier de l'étage? Dans la cour?	Combien de logements desservent-ils? Sont-ils bien éclairés et bien aérés? Où s'ouvre la fenêtre ou baie d'aération?
	Comportent-ils	un siège? une chasse d'eau? un poste d'eau?	Comment se fait l'évacuation des matières? Directement à l'égout? Dans une fosse fixe? Dans une fosse cendrière Dans une tinette mobile Le tuyau de chute est-il siphon?
Causes principales de l'insalubrité de l'immeuble ou du logement.	Vice de construction (préciser).		Le logement peut-il être assaini?
	Humidité du sol.		Par quels moyens? (Indiquer sommairement la nature des trav. nécessaires.)
	Insuffisance	de clarté. de cube d'air. d'aération.	Est-il dangereux de l'habiter?
	Surpeuplement. Autres causes.		

Maladies contagieuses ayant été constatées dans l'immeuble

NOM DE LA MALADIE	NOMBRE	NOMBRE	ANNÉES	OBSERVATIONS
	DE CAS	DE DÉCÈS		
Tuberculose pulmonaire				
Autres formes de tuberculose				
Pneumonie et broncho-pneumonie				
Bronchites ou gripes				
Varioles				
Fièvre typhoïde				
Scarlatine				
Rougeole				
Diphtérie				
Choléra				
Dysenterie				
Méningite cérébro-spinale				
Erysipèle				

Observations du Médecin-Directeur :
Vu et transmis à Monsieur le Préfet de la Loire

A , le 191

L'Enquêteur :

, le 191 .

Le Médecin-Directeur,

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

**Dispensaire départemental d'Hygiène sociale
et de Préservation antituberculeuse.**

Rue Victor-Duchamp, 4, Saint-Etienne.

OFFICE SOCIAL

HYGIÈNE SOCIALE

N°
Commune

DEMANDE DE DÉSINFECTION

Noms et prénoms

Adresse précise ... { Chef-lieu de commune
Rue et N°
Village, hameau, ou lieu dit
{ Maladie n° 14

Le malade est { soigné chez lui
à l'hôpital
décédé

Nature de la désin- { Totale (locaux et objets)
fection { Partielle (objets seulement)

Observations et par-
ticularités..... {

Saint-Etienne, le 191 .

Le Médecin-Directeur,

Transmis { l'Inspecteur départemental du service d'hygiène
à Monsieur { le Maire de

en priant de faire procéder d'urgence à la désinfection demandée et de nous ren-
voyer le bulletin ci-dessous après que l'opération aura été effectuée.

Saint-Etienne, le 191 .

Le Préfet de la Loire,

Commune Désinfection effectuée le
chez M
N° (1) à Rue N°
(1) Rappeler le n° de la demande.
Indication sommaire des {
opérations effectuées .. }

*Transmis à Monsieur le Préfet de la Loire
(Office Social)*

A , le 191 .

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

OFFICE SOCIAL

DISPENSARE DÉPARTEMENTAL D'HYGIÈNE SOCIALE

ET DE PRÉSERVATION ANTITUBERCULEUSE

4, Rue Victor-Duchamp, 4 — SAINT-ÉTIENNE

N°

PLACEMENT DE MALADE

Concerté avec l'Office départemental de Placement

(1) Les chiffres 1, 2, 3 indiquent :

1 Un travail anormal ;

2 Un travail modéré ;

3 Un travail très modéré.

(2) Souligner les inconvénients qui doivent être particulièrement évités.

(3) Biffer les indications qui ne s'appliquent pas à l'intéressé.

Nom

Prénoms

Adresse { Rue
Commune d

N°

Age

Profession antérieure

Indiquer avec précision le genre de travail auquel se livrait l'intéressé.

Emploi conseillé { Travail de bureau ou de magasin. 1, 2, 3 (1)
ou autorisé { Travail d'usine ou d'atelier. 1, 2, 3
par le médecin (3) { Travail de plein air. 1, 2, 3

Durée maxima de la journée de travail

Contre - indications { Poussières, vapeurs acides, humidité,
spéciales à observer { port de fardeaux, travail de nuit,
dans le placement (2) { courants d'air, etc.

Instruction (3)

{ Sait lire, écrire, compter.
{ Bonne instruction primaire.
{ Instruction secondaire.

Aptitudes spéciales.

Capacité physique (3)

{ Bonne.
{ Moyenne.
{ Faible.

Blessures
ou infirmités.

Situation de famille.

{ Célibataire.
{ Marié.
{ Enfants { Age
Profession

Situation militaire (3)

{ Réformé N° 1.
{ Réformé N° 2.
{ Réformé temporairement.
{ Exempté.

Observations du Médecin-Directeur : Saint-Etienne, le

191

Le Médecin-Directeur

Communiqué à Monsieur le Directeur de l'Office Départemental de Placement en le priant de vouloir bien mentionner ci-dessous la suite donnée à la présente communication.

Saint-Etienne, le 191 .
 POUR LE PRÉFET :
 Le Chef de l'Office social,

Emplois proposés par l'Office départemental de Placement

Nature de l'Emploi	Désignation de l'Etablissement ou de l'Employeur	Commune	Salaire	Particularités ou Observations

Saint-Etienne, le 191 .
 Le Directeur de l'Office de Placement,

Propositions communiquées à l'intéressé le

Suite donnée. { Acceptation. **Emploi occupé le**
 Refus.
 Motif du refus

Revision du cas

(Deux mois après avoir pris possession de l'emploi offert, le malade sera examiné à nouveau par le Médecin du Dispensaire qui constatera les améliorations ou changements survenus dans son état de santé).

Résultat de l'examen	Décision			Motifs de la décision	Observations
	Maintien dans l'emploi	Changement d'emploi.	Cessation du travail		
Amélioration (3) { nulle faible bonne sensible					
Aggravation (3) { légère notable					

Saint-Etienne, 191 .
 Le Médecin-Directeur,

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

OFFICE SOCIAL

N°

VILLE
DE SAINT-ÉTIENNE

Observations

DISPENSARE DÉPARTEMENTAL D'HYGIÈNE SOCIALE

ET DE PRÉSERVATION ANTITUBERCULEUSE

4, rue Victor-Duchamp, 4 — Saint-Etienne

BULLETIN D'HOSPITALISATION

Le présent bulletin accompagné d'un certificat d'indigence délivré par le Commissaire de police du quartier, doit être présenté au Médecin - Chef du service du Pavillon d'urgence, rue Saint-Roch, 2, à Saint-Etienne, qui prononce l'admission, s'il y a lieu.

Les malades qui ne peuvent se rendre à l'hôpital sans être accompagnés, pourront être transportés par les soins du Service municipal. Dans ce cas, le présent bulletin devra être remis après visa, au poste central de police. Le transport sera effectué par l'auto-ambulance.

Je soussigné, Médecin-Directeur du Dispensaire Antituberculeux de Saint-Etienne, déclare que M.

domicilié à

rue _____, n° _____, est atteint de tuberculose pulmonaire et qu'il est nécessaire de l'admettre à l'hôpital de Bellevue.

Ce malade { peut } se rendre à l'hôpital sans être accompagné.
 { ne peut }

Renseignements médicaux

Saint-Etienne, le _____ 191

Le Médecin-Directeur,

Admission autorisée.

Saint-Etienne, le _____ 191

Le Médecin-Chef du Pavillon d'urgence,

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

DISPENSARE DÉPARTEMENTAL D'HYGIÈNE SOCIALE
et de préservation antituberculeuse
4, rue Victor-Duchamp. — SAINT-ÉTIENNE

OFFICE SOCIAL

PRÉSERVATION DE L'ENFANCE CONTRE LA TUBERCULOSE

(Loi du 27 Juin 1904, art. 4)

NOTICE INDIVIDUELLE

Nom de l'enfant

Prénom

Sexe

Né le

à

Etat général : bon, assez bon, médiocre.

Etat physique	{	taille.
		périmètre thoracique.
		poids.

Vaccinations	{	date.
		succès, insuccès.

Régime alimentaire . .	{	général.
		spécial.

Régime d'exercice. . .	{	repos.
		demi-repos.
		exercice progressif.

Médications spéciales.

Observations.

Situation de Famille

Composition de la famille.	Age	Profession	Salaire produit ou traitement annuel	Autres ressources	Etat de santé	Désignation de l'ascendant hospitalisé ou en instance d'hospitalisation
Père						
Mère						
Enfants						

Pièces jointes :

Demande de remise en dépôt.
Certificat d'indigence.
Extrait de naissance.
Bénéfice.

Communiqué pour instruction
à Monsieur l'Inspecteur de
l'Assistance publique.

Saint-Etienne, le 191 .

Avis du Médecin-Directeur :

Transmis à Monsieur le Préfet
de la Loire en exprimant
l'avis qu'il est de nécessité
sociale d'admettre l
jeune au bénéfice de
l'article 4 de la loi du 27 juin
1904.

Saint-Etienne, le 191 .

Le Médecin-Directeur,

Le Préfet de la Loire,

DÉPARTEMENT

DE LA LOIRE

Assistance Publique

DEMANDE
de remise d'enfant en dépôt

(Loi du 25 Juin 1904, art. 4)

Je soussigné
demeurant à
déclare que état de santé
et le défaut des moyens d'existence suffisants ne me permettent
pas de conserver près de moi enfant
âgé de

Je demande en conséquence à Monsieur le Préfet de la Loire de
l faire prendre à la charge de l'Administration, de pourvoir
à besoins et de placer à la campagne ou dans un
établissement spécial pendant la durée de
maladie

dégageant à ce sujet, hormis le cas de faute lourde, la responsa-
bilité de l'Etat, du Département et leurs fonctionnaires, agents
ou préposés quelconques.

Je m'engage à participer aux frais d'entretien de
par le versement mensuel d'une somme de

Vu pour la légalisation de la signature de M.

A le 191 ,

Le Maire,

Les dispensaires distribuent, en outre, des brochures nettes et concises indiquant les grandes règles d'hygiène et de prophylaxie indispensables aux tuberculeux et à leur entourage.

Enfants assistés.

Les médecins spécialistes des dispensaires ont mission d'examiner les pupilles de l'Assistance. Ceux qui présentent des lésions certaines, ou qui paraissent seulement douteux, sont suivis par le dispensaire du secteur correspondant (examen périodique, conseils, soins, visite du milieu, changement du placement, etc.)

Les dispensaires disséminés dans la Loire auront ainsi le contrôle assuré de plus de deux mille sujets et retiendront tous ceux dont l'état relèvera d'eux.

Cette partie du service fonctionne en parfait accord avec l'inspection de l'Assistance et à la charge du budget des Enfants assistés.

Le même thème sera suivi en ce qui concerne les orphelins de la guerre dont les collectivités publiques auront à s'occuper, et qui forment un autre contingent facile à atteindre.

Dans le même ordre d'idées, il a été résolu d'organiser un petit dispensaire à Noirétable, principal centre du placement des enfants assistés; ils pourront être ainsi suivis plus commodément.

Militaires réformés pour tuberculose.
Jeunes gens exemptés ou ajournés comme tuberculeux
ou suspects.

Lors des derniers conseils de révision, et l'on entend continuer par la suite, une fiche a été établie sur tout jeune homme désigné par le médecin militaire pour l'exemption comme bacillaire, ou pour l'ajournement comme suspect.

Tous ces sujets sont signalés par l'Office social de la préfecture aux dispensaires.

Il en est de même pour tous les militaires tuberculeux qui sont passés par des stations ou hôpitaux sanitaires. Depuis l'institution des Comités départementaux d'assistance aux militaires tuberculeux, toute cette clientèle est signalée par des bulletins.

Enfin, les maires sont priés d'indiquer tous les réformés revenus dans leurs communes chez qui il y a certitude ou présomption d'une affection pulmonaire.

Ces trois sources d'informations permettent de rattacher aux dispensaires les plus rapprochés un grand nombre de malades.

Chacun d'eux reçoit d'abord une lettre préparatoire annonçant l'enquêteur ; puis celui-ci visite le sujet et le fait recevoir au dispensaire.

En attendant que la déclaration obligatoire de la tuberculose ait pu entrer dans les mœurs françaises, ces diverses mesures, multipliant la puissance de recherche des dispensaires, permettent d'atteindre un contingent important de malades.

e) BUDGET

En prenant l'initiative de la lutte antituberculeuse, le Conseil général a, avec infiniment de raison, porté l'action antituberculeuse sur le département entier.

Les dispositions du dernier paragraphe de l'article 7 de la loi du 15 avril 1916 s'appliquent aux trois dispensaires départementaux puisqu'ils sont non point seulement agréés, mais bien institués comme « Services auxiliaires de l'Assistance médicale gratuite et de l'Hygiène publique ».

Cet article, après avoir tranché la question des dépenses ordinaires des dispensaires prévoit, au cas où ces sources de revenu seraient insuffisantes, la participation des communes, du département et de l'Etat.

Vu l'importance des dépenses annuelles et renouvelables qui seront nécessitées par une lutte sérieuse contre la tuberculose, les prévisions de cet article se trouveront toujours réalisées.

Il jouera, ainsi que l'ensemble de la loi, par la force des choses. L'appoint des collectivités publiques : Etat, département, communes (réparti conformément aux barèmes et modes de répartition des lois des 15 juillet 1893 (sur l'assistance médicale gratuite) et 15 février 1902 (sur la protection de la santé publique) se trouvera être le principal, et la participation financière des dispensaires eux-mêmes l'accessoire.

Les ressources extraordinaires d'un dispensaire permettront de réaliser les grosses dépenses de premier

établissement de tels ou tels services. Ses ressources ordinaires alimenteront les dépenses qui ne pourraient se rattacher à l'application d'aucune loi et auxquelles ne pourvoiraient pas directement des employeurs, bureaux de bienfaisance, communes, œuvres de charité ou de solidarité. Les modes spéciaux de secours sont le type de ces dépenses : literie, vestiaire, nourriture, loyers, etc.

Disons, pour fixer les idées, que l'installation du Dispensaire de Saint-Etienne aura coûté environ 15.000 francs (le gros du bâtiment existant déjà).

Ils ont été couverts sensiblement par tiers par :

I. Le Département.

II. Le Comité d'assistance aux militaires tuberculeux.

III. Et par des dons généreux faits au préfet de la Loire.

DISPENSAIRES PUBLICS D'HYGIENE SOCIALE ET DE PRESERVATION ANTITUBERCULEUSE

Dépenses.

I. Dépenses de premier Etablissement (extraordinaires):

- 1° Constructions;
- 2° Aménagement et outillage.

II. Dépenses de fonctionnement (ordinaires):

- 1° Location des locaux et du mobilier;
- 2° Honoraires des médecins et du personnel;
- 3° Fournitures diverses.

III. Interventions prévues par les lois antérieures:

- 1° Hospitalisation (hôpital, sanatorium);
- 2° Assistance médicale à domicile (soins et médicaments);
- 3° Désinfection, prophylaxie (linge, vêtements, literie, crachoirs);
- 4° Assainissement des logements;
- 5° Placement des malades;
- 6° Préservation de l'enfance.

IV. Interventions non prévues par les lois antérieures:

- 1° Œuvre du Vestiaire;
- 2° Prêt de lits;
- 3° Suralimentation;
- 4° Secours de loyers.

Ressources.

ACTUELLEMENT:

Ressources découlant de l'application des lois antérieures:

Loi du 15 juillet 1893.

(Assistance médicale gratuite).

Loi du 15 février 1902

(Protection de la santé publique).

Loi du 27 juin 1904

(Enfants assistés).

Loi du 14 juillet 1905

(Assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables).

Invoquées dans l'article 7 de la loi Léon Bourgeois, mais en vigueur antérieurement à cette loi.

Non invoquées dans la loi Léon Bourgeois, mais toujours en vigueur.

ULTÉRIEUREMENT:

Mêmes ressources et autres ressources prévues par la loi Léon Bourgeois.

Ressources spéciales prévues par la loi Léon Bourgeois.

Ressources du Comité départemental d'Assistance aux réformés tuberculeux.

Alimentées par : l'Etat, le Département, les Communes

B. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

PRÉFECTURE
DE LA LOIRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Cabinet du Préfet.

—
Action
antituberculeuse.

Saint-Etienne, le 20 avril 1911 ,

—
Création d'un « Co-
mité d'assistance
aux militaires tu-
berculeux de la
guerre ».

Le Préfet de la Loire,
à M

J'ai l'honneur de vous donner ci-joint copie d'une circulaire par laquelle M. le Ministre de l'Intérieur m'a invité à créer, dans le département de la Loire, un *Comité d'assistance aux militaires réformés pour tuberculose depuis le début de la guerre.*

Ce Comité aura pour objet :

« ... De veiller à ce que les tuberculeux à leur sortie des stations sanitaires appliquent les préceptes d'éducation sanitaire qu'ils y auront reçus, et de prendre à leur égard et dans l'intérêt de leur famille et de leur entourage, toutes mesures d'assistance que réclameront leur situation et leur état.

« ... De veiller, dans la limite de ses ressources, à l'hospitalisation des malades qui, pour un motif quelconque, n'auront pu être admis dans les stations sanitaires, et prendre, pour éviter la contamination de leur milieu, toutes les mesures appropriées. »

J'ai pensé que vous voudriez bien prendre part à la constitution du Comité dont il s'agit, à titre de *membre fondateur*, dans les conditions prévues à l'article 4 du *projet de statuts* que vous trouverez également ci-inclus

Permettez-moi de compter sur votre acceptation et sur le concours de votre dévouement et de votre expérience pour l'action antituberculeuse si nécessaire que nous allons entreprendre résolument et méthodiquement dans la Loire.

L'*assemblée constitutive* de l'association qui formera le Comité d'assistance aux militaires tuberculeux se réunira à la *Préfecture* (salle des audiences du Conseil de préfecture), le *jeudi 27 avril courant, à 10 heures du matin*.

M. le Dr Fleury, ancien vice-président du Conseil départemental d'hygiène, qui a bien voulu, pendant la guerre, revenir au milieu de nous et assumer les fonctions de délégué sanitaire départemental, présidera cette réunion à laquelle j'assisterai pour fournir toutes les explications nécessaires.

Nous vous serions reconnaissants d'y prendre part et, en cas d'empêchement, de faire parvenir en temps utile à M. le Dr Fleury, à la Préfecture, le *bulletin d'adhésion donnant pouvoir* que vous trouverez annexé à la présente communication, à laquelle je joins également, pour compléter votre documentation, le *texte de la loi du 15 avril 1916* « instituant des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse », loi dont le Comité à fonder préparera l'application.

En vous remerciant à l'avance de la précieuse collaboration que vous apporterez à cette œuvre, je vous prie d'agréer, M., l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Préfet de la Loire,

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

ACTION ANTITUBERCULEUSE

**Comité départemental d'Assistance
aux Militaires réformés pour tuberculose
depuis le début de la Guerre,
dans la Loire.**

(Association déclarée)

ADHÉSION (ET POUVOIR)

Je soussigné,
demeurant à
déclare avoir pris connaissance de la lettre de M. le Préfet de la Loire, en date du 20 avril 1916, relative à la création dans la Loire d'un *Comité départemental d'assistance aux militaires réformés pour tuberculose depuis le début de la guerre*, sous forme d'association déclarée, ainsi que de la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur du 21 mars 1916 et du projet de statuts du Comité.

Je m'inscris comme *Membre fondateur* dudit Comité (article 4 du projet de statuts) et je *prendrai part à l'assemblée générale constitutive* convoquée pour le jeudi 27 avril 1916, à 10 heures du matin, à la Préfecture.

(En cas d'impossibilité d'assister à cette Assemblée, le paragraphe précédent sera remplacé par le suivant) :

(Rayer le premier ou le second selon le cas.)

Je m'inscris comme *Membre fondateur* dudit Comité (article 4 du projet de statuts) et ne pouvant me rendre à l'assemblée générale constitutive convoquée pour le jeudi 27 avril 1916, j'approuve le projet de statuts et je donne tous pouvoirs au président de séance pour me représenter et prendre part en mon nom aux divers scrutins nécessaires.

Fait à , le avril 1916.

(Signature).

Département de la Loire.

Comité départemental d'assistance
aux Militaires tuberculeux de la Loire.

(Association déclarée. — Loi du 1^{er} juillet 1901).

STATUTS

I. — Constitution du Comité.

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué dans le département de la Loire, entre les personnes qui déclareront adhérer aux présents statuts, une association, placée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant pour but de venir en aide aux militaires réformés pour tuberculose depuis le début de la guerre et, subsidiairement, de participer, selon ses moyens, à toute action antituberculeuse.

ART. 2. — Cette association prendra le nom de Comité départemental de la Loire d'assistance aux militaires réformés pour tuberculose depuis le début de la guerre.

Son siège est fixé provisoirement à la Préfecture de la Loire.

ART. 3. — Son action s'exercera uniquement sur le territoire du département de la Loire.

Sa durée est limitée à la durée des hostilités et prendra fin six mois après leur cessation définitive, sauf exception prévue à l'article 14 ci-après :

ART. 4. — L'association se compose de membres fondateurs et de membres adhérents.

Les membres fondateurs sont MM. Auloge, Bernard, D^r Bertrand, Biver, D^r Blanc, Blanchard, M^{me} Boissérie, MM. Boudon, D^r Cassin, Cathrin, D^r Cénas, Comte, Couturier, Délande, Delouche, Delay, Descours, Dhooge, D^r Duchamp, Dupin (Louis), Dupin (Pierre), D^r Fleury, Fougerolle, Frantzen, Friedel, Ginoux, Husson, Jaray, Joannon, Lafont (Ernest), M^{me} Lallemand,

MM. Lamaizière, D^r Lanel, D^r Laurençon, D^r Gilbert Laurent, D^r Layral, Lebois, D^r Lhote, D^r Martel, Mathieu (Louis), Maurin, D^r Merlin, D^r Montagnon, Jean Morel, Jean Neyret, D^r Odin, M^{lle} Olanier, MM. Perret, Paul Petit, Piger, Poncetton, Radisson, M^{lle} Raffy, MM. Rauzier, Réal, Reure, Souleuc, D^r Thiodet, D^r Tricaud, D^r Vidal, Vinay.

La qualité de membre fondateur ne comporte le paiement d'aucune cotisation.

Les membres adhérents seront ceux qui auront accepté de payer une cotisation.

II. — Objet du Comité.

ART. 5. — L'association a pour objet de veiller à ce que les tuberculeux à leur sortie des stations sanitaires appliquent les préceptes d'éducation sanitaire qu'ils y auront reçus et de prendre à leur égard, et dans l'intérêt de leur famille et de leur entourage, toutes mesures d'assistance que réclameront leur situation et leur état.

ART. 6. — Elle veillera également, dans la limite de ses ressources, à l'hospitalisation des malades qui, pour un motif quelconque, n'auront pu être admis dans les stations sanitaires, et prendra pour éviter la contamination de leur milieu, toutes les mesures appropriées. Subsidiairement, elle participera, selon ses moyens, à toute action antituberculeuse.

III. — Administration et fonctionnement.

ART. 7. — L'association est administrée par un Bureau choisi dans son sein parmi les membres fondateurs et nommé par eux.

Ce Bureau est composé de neuf membres, savoir :

Un président, quatre vice-présidents, un secrétaire, un secrétaire-adjoint, un trésorier, un trésorier-adjoint.

Le Bureau pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à des sous-conseils d'administration qui fonctionneront dans d'autres villes et dont il déterminera la composition.

ART. 8. — Le Bureau se réunira au moins une fois par mois, sur la convocation du président.

Il pourra valablement délibérer si cinq de ses membres sont présents.

Ses décisions seront prises à la majorité des membres présents.

ART. 9. — Toutes les fonctions des membres du Conseil d'administration et du Bureau sont gratuites. Seuls, les frais réellement et utilement exposés pour l'exécution de leur mandat peuvent leur être remboursés sur mémoire.

ART. 10. — Les dépenses sont ordonnancées par le président. L'association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le président ou, à défaut, par un membre du Bureau désigné à cet effet.

ART. 11. — L'association exerce son action par l'intermédiaire de délégués, hommes ou femmes, qui prennent le nom de moniteurs d'hygiène.

Ces moniteurs d'hygiène sont désignés au fur et à mesure des besoins, autant que possible dans les diverses communes où les militaires tuberculeux reviennent résider.

Ils veillent à l'accomplissement de toutes les mesures d'hygiène nécessaires, font au Bureau de l'association ou au Sous-Comité dont ils dépendent, toutes propositions de dépenses utiles, effectuent ces dépenses dans la limite des crédits qui leur sont ouverts.

Ils s'occupent également, le moment venu, du placement des malades dans les meilleures conditions d'hygiène et de salubrité.

Ils collaborent à l'action antituberculeuse dans son ensemble.

IV. — Ressources de l'association.

ART. 12. — Les recettes de l'association se composent de subventions qui pourront lui être accordées par l'État, les départements et les communes et des cotisations des membres adhérents.

V. — Dissolution.

ART. 13. — L'association prendra fin de droit six mois après la cessation des hostilités.

Elle transférera ses ressources au Dispensaire d'Hygiène sociale s'il en existe un légalement constitué pour l'ensemble du département.

Si au moment de sa dissolution il n'existe pas de Dispensaire d'Hygiène sociale ou s'il n'en existe que dans une partie du département, il lui sera loisible de se reconstituer en association de préservation contre la tuberculose, soit pour la totalité du départe-

tement, soit pour la partie du département où n'existe pas de dispensaire. Elle aura aussi la facilité de se transformer elle-même en Dispensaire d'Hygiène sociale.

ART. 14. — Si avant la cessation des hostilités, il est établi dans tout ou partie du département un Dispensaire d'Hygiène sociale, constitué suivant les dispositions de la loi, ce dispensaire prendra de droit les lieu et place de l'association dans la partie du département où il exercera son action et l'association lui transférera tout ou partie de ses ressources, dans la proportion qui sera déterminée par l'assemblée de ses membres.

Statuts adoptés en assemblée générale constitutive le vingt-avril 1916.

Le Président :

D^r FLEURY, inspecteur départemental d'hygiène, p. i.

Les Vice-Présidents :

DUPIN, adjoint, faisant fonctions de maire de Montbrison.

LAMAIZIÈRE, architecte, président de l'Œuvre stéphanoise antituberculeuse (Œuvre Grancher).

D^r MERLIN, conseiller général, député de l'arrondissement de Roanne.

J. NEYRET, maire de Saint-Etienne.

Le Secrétaire :

PONCETTON, avocat, vice-président du Bureau d'Assistance de Saint-Etienne.

Le Secrétaire-Adjoint :

PIGER, vice-président du Bureau de Bienfaisance de Saint-Etienne.

Le Trésorier :

RADISSON, directeur des Aciéries de Saint-Chamond, président du Comité des Forges.

Le Trésorier-Adjoint :

JARAY, avoué à Saint-Etienne.

DÉPARTEMENT
DE LA LOIRE

Comité d'Assistance aux Militaires tuberculeux
de la Loire.

—
Demande d'état
des
militaires réformés.

(Association déclarée. — Loi du 1^{er} juillet 1901)

Saint-Etienne, le 27 mai 1916.

Monsieur le Maire,

A la suite d'une circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur et sur l'initiative de M. le Préfet de la Loire, un Comité vient de se créer pour l'assistance aux militaires tuberculeux du département réformés depuis le commencement de la guerre. Il s'est constitué en association sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 et son siège est à la Préfecture.

Il a notamment pour objet de veiller à ce que les tuberculeux sortant des stations sanitaires, telles que celles de Saint-Jodard, continuent à appliquer, dans leur intérêt personnel et dans celui de leurs familles et de la collectivité, les préceptes d'éducation hygiénique qu'ils ont reçus et de faire prendre les mêmes précautions par les réformés qui n'auraient point passé par une station et de les instruire.

La tuberculose est, en effet, une *maladie contagieuse* qui fait annuellement de nombreuses victimes en France, mais *on peut parfaitement s'en préserver en observant certaines règles*. Ce sont ces règles que nous avons pour but de faire adopter et respecter.

En même temps, le Comité s'efforcera d'assister le malade et, au besoin, de lui venir en aide au moyen des ressources qui lui sont venues du Conseil général et du Ministère de l'Intérieur et de celles qu'il pourra recueillir d'autre part.

Mais, pour entrer en action, le Comité a besoin tout d'abord de *connaître les militaires réformés pour tuberculose*; les noms de ceux qui seront à l'avenir réformés à ce titre, au sortir des stations sanitaires, nous seront communiqués par la Préfecture; quant à ceux qui ont été réformés avant le 15 mai 1916 ou qui ne passeraient pas par des stations sanitaires, nous devons nous adresser à MM. les Maires pour en avoir une liste complète qui nous permettra de faire les recherches nécessaires.

Pour obtenir ce résultat, nous venons donc vous demander la liste à ce jour de tous les anciens militaires originaires ou habi-

tants de votre commune, *réformés depuis le début de la présente guerre à un titre quelconque*, avec leurs noms, prénoms, âge, profession et domicile, à quelque situation sociale qu'ils appartiennent. Vous voudrez bien y ajouter, si la chose est de notoriété publique, la désignation de la maladie ou de la blessure qui a motivé la réforme, en indiquant par une mention spéciale ceux qui seraient ou nécessiteux ou indigents.

Cet état, dont vous trouverez ci-joint le modèle, nous est indispensable à bref délai et nous comptons qu'en nous le fournissant vous voudrez bien collaborer à une œuvre qui a un triple but : philanthropique, de préservation sociale et d'intérêt patriotique.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le Président :

D^r FLEURY, inspecteur départemental d'hygiène, délégué sanitaire ;

Les Vice-Présidents :

DUPIN, adjoint, faisant fonctions de maire, à Monbrison ;

L. LAMAIZIÈRE, architecte, président de l'Œuvre stéphanoise antituberculeuse (Œuvre Grancher) ;

D^r MERLIN, Conseiller général, député de l'arrondissement de Roanne ;

J. NEYRET, maire de Saint-Etienne ;

Le Secrétaire :

PONCETTON, avocat, vice-président du Bureau de Bienfaisance de Saint-Etienne ;

Le Secrétaire-Adjoint :

PIGER, vice-président du Bureau de Bienfaisance de Saint-Etienne ;

Le Trésorier :

RADISSON, directeur des Aciéries de Saint-Chamond, président du Comité des Forges ;

Le Trésorier-Adjoint :

JARAY, avoué à Saint-Etienne.

N. B. — Prière d'adresser les réponses à l'Inspection départementale d'Hygiène, à la Préfecture, Saint-Etienne.

Vu, approuvé et signalé à toute la sollicitude de Messieurs les Maires.
Saint-Etienne, le 27 mai 1916.

Le Préfet de la Loire,

Charles LALLEMAND.

**Fiche des jeunes gens exemptés ou ajournés
pour tuberculose.**

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

CONSEIL DE REVISION

N° { Canton d
Classe { Commune d

Le 191

Nom

Prénoms

Age

Tuberculose fermée

Tuberculose ouverte { 1^{er} degré
2^e degré

POUMONS	
Droit	Gauche

Tuberculose d'autres organes :

OBSERVATIONS

DÉPARTEMENT
DE LA LOIRE

Comité départemen-
tal d'assistance
aux militaires
réformés
pour tuberculose.

Siège social :
Préfecture
de la Loire
(Office social)

Saint-Etienne, le

191

Monsieur,

Au cours de l'année 1916, des Comités ayant pour but de venir en aide aux militaires réformés pour tuberculose ont été constitués dans tous les départements.

Le Comité de la Loire a son siège à la Préfecture (Office social).

Désireux d'exercer une action efficace et non pas de s'en tenir aux demandes qui pourraient lui être adressées par quelques intéressés isolés, le Comité puissamment aidé par M. le Préfet de la Loire, s'est préoccupé d'organiser sur plusieurs points du département et à portée du plus grand nombre, des dispensaires antituberculeux, véritables centres d'assistance médicale et sociale.

Deux de ces dispensaires ont été créés à Saint-Etienne et à Montbrison. Ils donnent d'excellents résultats et leur succès s'est affirmé immédiatement.

Dès le mois prochain, d'autres dispensaires vont fonctionner à Saint-Chamond, Rive-de-Gier, Feurs, Chazelles-sur-Lyon, Saint-Galmier, Veauche, Roanne et Saint-Jodard, en sorte que tous les intéressés pourront trouver dans un rayon pas trop étendu, l'établissement accueillant qui leur procurera, ainsi qu'à leur famille, les soins nécessaires à leur état et, dans toute la mesure possible, l'aide matérielle dont ils peuvent avoir besoin.

Pour convier les malades à bénéficier de ces avantages, il convenait de se procurer les noms et adresses des militaires réformés. Grâce aux renseignements fournis par les stations sanitaires, les hôpitaux régionaux, etc., le Comité a pu dresser une liste qui nous permet aujourd'hui de vous écrire directement.

Ce que sont exactement les dispensaires, quels services ils peuvent rendre, vous ne tarderez pas à l'apprendre car le Comité se dispose à vous envoyer très prochainement son

délégué que nous vous demandons de vouloir bien accueillir. Notre visiteur s'informera auprès de vous de votre état de santé, de vos besoins et des moyens de vous venir en aide. Il vous fournira toutes les indications utiles sur l'action du Comité et le rôle des dispensaires.

En attendant cette prochaine visite, si votre situation ou votre état nécessitait une intervention pressante du Comité, n'hésitez pas à nous en prévenir, nous ferons, avec l'aide de M. le Préfet de la Loire, tout ce qui dépendra de nous pour vous procurer le soulagement que vous attendez.

Recevez, Monsieur, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le Président.

OFFICE SOCIAL

—
Dispensaire
d'Hygiène social
et de Préservation
antituberculeuse.
—

Saint-Etienne, 6 janvier 1917.

Le Préfet de la Loire
à Messieurs les Maires du Département.

Le 27 mai dernier, le Comité départemental d'assistance aux militaires tuberculeux de la Loire vous a fait connaître sa mission et vous lui avez adressé, sur sa demande, la liste de tous les militaires de votre commune réformés depuis le début de la guerre.

Depuis, les efforts réunis du Comité et de l'Administration préfectorale ont abouti à la création de plusieurs dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, grâce auxquels les militaires réformés pour tuberculose pulmonaire sont assurés de trouver les conseils, les soins et l'appui qu'exige leur état.

Mais s'il est juste que les « blessés de la tuberculose » soient les premiers à bénéficier de la nouvelle organisation, il convient que l'ensemble de la population civile profite à son tour des avantages des dispensaires.

Le but des dispensaires d'hygiène sociale, urbains ou ruraux, n'est pas seulement de procéder à des examens médicaux. Ils tendent à réduire, dans l'intérêt de tous, les causes et les occasions de contagion, et tout en fournissant aux sujets atteints des moyens de conjurer ou d'atténuer leur maladie, ils les mettent en mesure d'éviter de la répandre. Le dispensaire, par son médecin, par ses moniteurs d'hygiène, enquêteurs, visiteuses, s'efforce de rechercher, d'attirer et de retenir au moyen de conseils judicieusement donnés, de secours et d'aides appropriés aux besoins réels et aux circonstances, ceux qui, privés de ressources, sont plus particulièrement exposés à la contagion tuberculeuse et ceux qui sont déjà atteints. Le dispensaire distribue des crachoirs de poche et de chambre, des antiseptiques, il délivre des bons de médicaments, il fait assainir les logements par des désinfections renouvelées et procure, lorsque cela est nécessaire, un logement plus salubre; il désinfecte et fait blanchir gratuitement le linge du malade pour éviter la

contagion dans la famille et hors de la famille. Il s'occupe à la fois des malades modérément atteints qui peuvent être utilement envoyés dans une station sanitaire ou dans un sanatorium et des malades plus graves dont il provoque l'admission à l'hôpital.

L'action du dispensaire se complète encore par l'intervention de l'Assistance publique et privée sous la forme de dons de linge et de vêtements chauds, prêts de lits, bons de suralimentation, changement d'emploi pour les malades trop affaiblis pour continuer leur profession. Enfin, le dispensaire recueille l'enfant du tuberculeux pour le placer à la campagne, afin de le fortifier et de le mettre à l'abri de toute contamination. Déjà une quarantaine d'enfants ont été placés dans la « Maison des Enfants » de Verrières, et chez tous une amélioration notable a été constatée.

Les dispensaires dont le département sera doté, plus ou moins importants, sont au nombre d'une quinzaine. Fonctionnent déjà ou sont sur le point de fonctionner ceux de Saint-Etienne, Montbrison, Rive-de-Gier, Feurs, Veauche (Saint-Galmier), Chazelles-sur-Lyon et Saint-Jodard.

D'autres sont en voie de création ou projetés à Firminy, Roanne, Charlieu, Saint-Bonnet-le-Château et Noirétable.

Le Comité départemental vient d'écrire à tous les militaires réformés pour tuberculose qui lui ont été signalés par vos soins ou par les stations ou hôpitaux sanitaires.

Nous nous occupons également des jeunes gens que les Conseils de revision ont exemptés ou ajournés pour affections pulmonaires. L'un après l'autre, ces réformés et ces jeunes gens recevront la visite d'un délégué du Comité, qui s'informerait de leurs besoins et leur expliquerait le fonctionnement du dispensaire.

En attendant que l'organisation et l'administration des Dispensaires aient été placées sous le régime prévu par la loi du 15 avril 1915, chaque commune peut se rattacher au dispensaire créé ou en voie de création qui est le plus rapproché ou avec lequel les communications sont plus faciles ou plus habituelles.

En vous demandant, Messieurs les Maires, de faire la propagande la plus active en faveur des dispensaires, je me borne à vous rappeler que déjà, avant la guerre, la mortalité par tuber-

culose représentait plus d'un quart du nombre total des décès en France; que, depuis la guerre, le danger a grandi sans cesse par suite du renvoi dans leurs foyers de nombreux militaires tuberculeux réformés; enfin que le retour, au lendemain de la guerre, des prisonniers déprimés par les mauvais traitements nous réserve encore, dans le même ordre d'idées, de douloureuses constatations. Il est donc urgent de parachever notre organisation pour une lutte qui doit être entreprise avec la plus énergique résolution.

Je suis certain que l'intelligence et la clairvoyance patriotique des municipalités et des populations nous permettront de mettre au point, sans retard, ces nouveaux éléments de Défense Nationale.

Le Préfet de la Loire.

Charles LALLEMAND.

P. S. — Pour permettre au Comité départemental de remplir sa mission envers tous les militaires réformés pour tuberculose, je vous prie de me faire parvenir le plus tôt possible l'état ci-joint dûment rempli.

COMMUNE

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

P

COMITÉ D'ASSISTANCE AUX MILITAIRES TUBERCULEUX

(Association déclarée — Loi du 1^{er} juillet 1901)

ÉTAT

des Militaires réformés depuis le début de la Guerre, originaires de la Commune ou qui sont venus s'y fixer
(réformés temporaires ou définitifs, N^o 1 ou N^o 2, pour une cause quelconque)

Noms	Prénoms	Age	Profession ou situation sociale	Domicile exact	Cause de la réforme (Nature de la maladie ou blessure) Observations diverses	Le réformé est-il nécessairement ou indigent ?

Dressé par nous, Maire de la commune d

(Sceau de la Mairie).

Le

Le Maire,

1916.

LOI LÉON BOURGEOIS

Le 15 avril 1916, est promulguée une loi touchant les dispensaires publics d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse.

En voici les termes :

LOI instituant des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I. — DES DISPENSAIRES PUBLICS D'HYGIÈNE SOCIALE ET DE PRÉSERVATION ANTITUBERCULEUSE

ARTICLE PREMIER. — Pourront être institués, dans les conditions prévues par la présente loi, des dispensaires publics d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse qui seront spécialement chargés de faire l'éducation antituberculeuse, de donner des conseils de prophylaxie et d'hygiène, d'assurer et de faciliter aux malades atteints de maladies transmissibles l'admission dans les hospices, sanatoria, maison de cure ou de convalescence, etc., et, le cas échéant, de mettre à la portée du public des services de désinfection du linge, du matériel, des locaux et des habitations rendus insalubres par des malades.

Ces dispensaires organiseront pour les malades privés de

ressources, d'accord avec les services locaux ou régionaux d'hygiène et d'assistance, des consultations gratuites et des distributions de médicaments.

Les services des dispensaires publics pourront être mis à la disposition des Sociétés de secours mutuels et des œuvres de bienfaisance dans les conditions fixées par les tarifs établis conformément aux articles 7 et 8 de la présente loi.

ART. 2. — Les dispensaires publics constituent des établissements publics. Les règles générales d'administration fixées pour les offices d'habitations à bon marché par les articles 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 de la loi du 24 décembre 1912, sont applicables aux dispensaires publics, sauf les dispositions contraires de la présente loi. Toutefois, le maximum de la somme à emprunter, qui peut être autorisé par décret, fixé par l'article 16, est abaissé, pour les dispensaires, à la somme de 50.000 francs par an.

ART. 3. — Les dispensaires publics sont institués par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, après enquête et avis du Conseil général et des Conseils municipaux compris dans la circonscription. Le décret fixe la circonscription du dispensaire.

L'autorisation de fonctionner est donnée par le préfet après inspection des locaux et vérification de l'aptitude du personnel par le Conseil départemental d'hygiène qui, sous l'autorité du préfet, exerce un contrôle permanent sur l'administration de l'établissement.

ART. 4. — Un Conseil d'administration est chargé de la gestion d'un ou de plusieurs dispensaires.

Le Conseil d'administration comprend :

- 1° Un membre choisi par le préfet sur une liste établie par le Conseil général;
- 2° Un membre désigné par le Conseil général;
- 3° Un membre désigné par les Conseils municipaux, qui participent au fonctionnement du dispensaire;

4° Un membre désigné par le Conseil départemental d'hygiène ;

5° Un membre désigné par le Comité de patronage des habitations à bon marché, s'il en existe un dans la circonscription du dispensaire ;

6° Un des médecins chargés de l'assistance médicale gratuite et désigné par le préfet ;

7° Un représentant des syndicats médicaux de la circonscription du dispensaire ;

8° Le directeur du Bureau d'hygiène, s'il en existe un dans la commune ;

9° Un instituteur ou une institutrice désignés par le préfet sur la proposition de l'inspecteur d'académie ;

10° Un délégué des sociétés de secours mutuels qui utilisent pour leurs membres, en vertu d'un contrat, les services du dispensaire ;

11° Un délégué des œuvres de bienfaisance qui utilisent, en vertu d'un contrat, les services du dispensaire.

Un membre du Conseil d'administration est chargé des fonctions d'administrateur délégué.

ART. 5. — Le personnel du dispensaire est nommé par le Conseil d'administration ; il comprend un ou plusieurs enquêteurs, moniteurs ou monitrices d'hygiène, et, s'il est utile, un ou plusieurs infirmiers ou infirmières d'hygiène. Ces enquêteurs, moniteurs ou monitrices, sont, en particulier, chargés des enquêtes et donnent l'éducation sanitaire soit sur place, soit au domicile du malade.

ART. 6. — Les dépenses extraordinaires du dispensaire comprennent les dépenses de premier établissement ou d'agrandissement pour la construction ou l'aménagement des immeubles ou locaux, l'acquisition et l'installation de l'outillage.

Les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses extraordinaires sont réalisées à l'aide de la participation des particuliers, des groupements intéressés, des communes, des départements et de l'Etat. Elles comprennent le

produit des dons et legs, des subventions et des emprunts.

Les communes, les départements et les établissements publics peuvent participer au premier établissement en cédant à titre gratuit des terrains, locaux ou immeubles pour le service du dispensaire. Les emprunts contractés par un dispensaire peuvent être gagés sur les ressources ordinaires de ce dispensaire et garantis par les communes ou les départements.

Les sociétés de secours mutuels pourront participer aux dépenses extraordinaires dans les conditions prévues à l'article 8 ci-après.

L'Etat affectera aux dépenses extraordinaires des dispensaires des subventions sur le revenu net prélevé sur le produit du pari mutuel et des jeux.

ART. 7. — Les dépenses ordinaires comprennent, avec toutes les dépenses ayant un caractère annuel et, notamment le service d'intérêts et d'amortissement des emprunts, prix de locations, frais d'assistance pour les malades privés de ressources, les honoraires des médecins, les salaires du personnel, l'acquisition des appareils, médicaments, désinfectants, objets de pansement.

Les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses ordinaires comprennent le produit des dons et legs et des subventions spécialement affectées à ces dépenses, des recettes propres du dispensaire et de la participation des communes, des départements, des établissements publics et de l'Etat prévues par le dernier paragraphe du présent article.

Les recettes propres proviennent des indemnités payées par les particuliers non privés de ressources ou les collectivités, selon des tarifs déterminés. Ces tarifs sont fixés par le préfet, de concert avec le Syndicat médical et le Conseil d'administration. Des tarifs réduits peuvent être, dans les mêmes formes, accordés aux collectivités, aux sociétés de secours mutuels et aux œuvres de bienfaisance.

Les dépenses du dispensaire qui n'auront pu être cou-

vertes au moyen des ressources sus-énoncées seront supportées, dans la limite des prévisions budgétaires régulièrement approuvées, par les communes, le département et l'État, conformément aux barèmes annexés à la loi du 15 juillet 1893 et au mode de répartition suivi pour les dépenses de la loi du 15 février 1902, lorsque les communes auront adhéré à la création du dispensaire ou lorsque le département aura agréé le dispensaire comme service auxiliaire de l'assistance médicale gratuite ou de l'hygiène publique par une délibération spéciale prise à cet effet.

TITRE II. — DES DISPENSAIRES MUTUALISTES
ET DES DISPENSAIRES PRIVÉS

ART. 8. — Les sociétés de secours mutuels, les unions de sociétés de secours mutuels, qui créent ou qui administrent un dispensaire, peuvent étendre l'action de ce dispensaire aux personnes qui ne font pas partie de la société, d'après le tarif de droit commun fixé par l'arrêté préfectoral, et solliciter dans ce cas, l'agrément prévu par l'article 3 de la présente loi. Le dispensaire ainsi constitué ne formera pas une personnalité morale distincte de la société gérante. Le dispensaire mutualiste conservera tous les avantages prévus par la loi du 1^{er} avril 1898.

Les dispensaires créés par application du présent article peuvent recevoir des subventions des communes, du département, des établissements publics et de l'Etat.

Les sociétés et les unions de sociétés de secours mutuels qui organisent un dispensaire, par application du paragraphe 1^{er} du présent article, administrent elles-mêmes le dispensaire. Elles doivent seulement, en cas de subvention, adjoindre, pour la gestion de ce service, au bureau de la société ou de l'union, un représentant du Bureau d'assistance et le directeur du bureau d'hygiène.

Les sociétés et les unions de sociétés de secours mutuels lorsqu'elles organiseront un dispensaire dans ces conditions pourront, ainsi que les dispensaires publics, bénéficier des

facilités de crédit prévues par l'article 3 de la loi du 23 décembre 1912 sur les habitations à bon marché, en vue de faire face aux dépenses de premier établissement.

Par dérogation aux articles 17 et 21 de la loi du 1^{er} avril 1898, les sociétés et unions de sociétés de secours mutuels seront autorisées à faire emploi de leurs fonds, libres de toutes charges et de toute affectation, jusqu'à concurrence du cinquième, en parts sociales ou obligations de sociétés ayant pour objet l'organisation d'un dispensaire, par application du présent titre, ou en prêts aux dispensaires publics garantis sur hypothèques ou sur les ressources ordinaires du dispensaire.

ART. 9. — Les associations de bienfaisance et les personnes qui, dans un but exclusif de bienfaisance, ont créé ou créeront des dispensaires et en étendront l'action à la lutte contre la tuberculose suivant les méthodes de la présente loi peuvent, en adressant au préfet une demande spéciale à cet effet, bénéficier des avantages prévus par les paragraphes 2 et 4 de l'article précédent.

Le préfet statue sur la recevabilité de la demande, qui doit être accompagnée d'un projet détaillé d'emploi de la subvention. Un rapport rendant compte de cet emploi doit être adressé au préfet en fin d'exercice.

Dans tous les cas, les dispensaires de ces associations ou de ces personnes resteront soumis à l'inspection du service d'hygiène.

TITRE IV. — DES DISPENSAIRES ORGANISÉS PAR LES SERVICES PUBLICS D'ASSISTANCE ET D'HYGIÈNE

ART. 10. — Les dispensaires qui ont été créés ou qui seront créés par les communes, les départements ou les établissements publics, en vertu des lois actuellement en vigueur, pourront bénéficier des avantages prévus par les articles 6, 7 et 8 de la présente loi.

TITRE IV. — DES DISPENSAIRES PUBLICS OBLIGATOIRES

ART. 11. — Lorsque, pendant cinq années consécutives, le nombre des décès sur le territoire d'une ou de plusieurs communes dépassera la moyenne de la mortalité en France, la création d'un dispensaire d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse peut être déclarée obligatoire par décret, les Conseils municipaux entendus, sur l'avis conforme du Conseil d'hygiène départemental et du Conseil général.

La commune ou les communes intéressées, le département et l'Etat devront participer aux frais de premier établissement, conformément au barème de la loi du 14 juillet 1913.

Dans le délai d'un mois à dater de la publication du décret, les Conseils municipaux seront mis en demeure de procéder à la création et, en cas de refus ou d'absence de délibération pendant le délai de trois mois, il y sera pourvu d'office par arrêté préfectoral. La première application de la présente disposition n'aura lieu que trois ans après la promulgation de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 avril 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

A. RIBOT.

Le Ministre de l'Intérieur,

MALVY.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Albert MÉTIN.

APPENDICE

PLAN GÉNÉRAL D'HYGIÈNE

La tuberculose est, par excellence, le type de la maladie sociale.

Son extension formidable à notre époque est procurée et sans cesse entretenue par toutes les causes d'affaiblissement de l'organisme par fautes d'hygiène :

Agglomérations, manque d'air et de lumière, alcoolisme, paupérisme, imprévoyance, ignorance, malpropreté invraisemblable du peuple, etc.

La plupart de ces causes, certes, ne sont point particulières à notre époque, mais elles y ont pris une importance plus considérable par suite de la condensation toujours plus grande des populations dans les centres urbains.

Aussi la lutte antituberculeuse par des mesures sociales n'a-t-elle vraiment de chance d'arriver à un résultat durable que si l'on s'applique à améliorer parallèlement les conditions générales de vie du milieu où on l'entreprend.

Combattre la tuberculose, née du manque d'hygiène, c'est tâcher d'appliquer en tout et pour tout, au prix de tous les sacrifices, les règles bienfaisantes de l'hygiène; c'est pousser l'humanité à sortir de ses déplorables habitudes et de ses vices et faire œuvre de véritable civilisation.

Partout où l'on ne voudra pas voir le fléau reconquérir sans cesse le terrain gagné sur lui par des efforts

collectifs, laborieux et coûteux, il faudra accompagner ces efforts d'un plan général d'hygiène sociale.

Dans la Loire, un programme d'action et un inventaire de l'outillage approprié aux nécessités de l'hygiène sociale ont été dressés par les soins du préfet.

Ce programme d'action envisage tous les grands problèmes urgents : la natalité, la maternité; la protection du premier âge, de l'enfance et de l'adolescence; l'hygiène des adultes, le mariage; l'hygiène du travail; la protection des vieillards, infirmes et incurables; la protection générale de la santé publique; le péril tuberculeux, le péril vénérien, le péril alcoolique.

Enfin la lutte contre le taudis et d'une manière générale le « mieux-être » des collectivités et des individus.

Les sources de cette action seront, d'une part, les grandes sources officielles :

La loi.

L'Etat.

Le département.

Les communes.

Les établissements publics hospitaliers et charitables.

Les caisses d'épargne.

Le corps enseignant.

L'armée.

Les fonctionnaires.

D'autre part, les sources non officielles :

Mutualité.

Coopération.

Corps médical.

Sociétés charitables.

Groupements (associations, syndicats).

Industriels (sociétés ou patrons individuels).

Les particuliers.

La mise en œuvre et la direction de toutes ces forces sociales, dressées contre les grands fléaux, créeront dans la Loire un milieu privilégié où la lutte anti-tuberculeuse aura des effets féconds et durables.

CONCLUSIONS

Dans cet exposé d'une organisation en cours figurent, naturellement, des résultats acquis et des œuvres entreprises.

Nous n'aurions pu en séparer l'étude sans nuire à la clarté d'une vue d'ensemble sur les buts poursuivis.

Les résultats acquis peuvent se résumer ainsi :

Des mesures urgentes sont prises pour améliorer le sort des tuberculeux indigents soignés à domicile et diminuer autour d'eux les dangers de contagion.

Une station sanitaire de 400 lits a été ouverte. Elle est parfaitement aménagée tant pour son rôle actuel que pour sa destination éventuelle de sanatorium populaire civil.

Les premiers fondements sont posés d'une « Œuvre de Préservation de l'Enfance contre la tuberculose ».

Une quarantaine d'enfants y sont déjà recueillis.

Huit dispensaires ont été créés et mis en fonctionnement.

Tous les éléments d'action destinés aux civils et aux militaires sont reliés à l'Office Social de la Pré-

fecture, centre où s'établit la coordination d'un plan départemental de lutte antituberculeuse.

Ainsi est obtenue une unité de vues et d'action propre à faciliter la transition du fonctionnement mixte actuel à un futur fonctionnement civil.

Par l'application de principes logiques, déduits des lois et règlements en vigueur, la plus importante part des dépenses est laissée à la charge des collectivités publiques.

Le débit considérable de ces sources de crédit permet d'espérer la réalisation des buts qui restent à atteindre.

Sur la partie encore inachevée du programme départemental de lutte antituberculeuse, il ne nous appartient pas ici de conclure.

Ce programme va-t-il se réaliser pleinement et donner à l'effort entrepris contre la tuberculose le pouvoir d'en maîtriser de tous côtés les ravages ? — L'honneur de répondre à cette question reviendra au patriotisme et à l'activité de ceux qui se sont donné pour mission l'accomplissement de l'œuvre décrite.

Vu

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

J. COURMONT

Vu

POUR LE DOYEN,

L'Assesseur.

J. COURMONT

Vu et permis d'imprimer

Lyon, le 7 février 1917.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ

P. JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	19
CHAPITRE PREMIER. — Pour les tuberculeux avancés.	19
A. Hospitalisation à domicile	22
B. Hospitalisation réelle.	27
CHAPITRE II. — Pour les tuberculeux curables	33
A. Saint-Jodard	37
a) Bâtiment	38
b) Matériel.	42
c) Personnel	46
d) Fonctionnement	49
e) Budget	51
CHAPITRE III. — Annexe au précédent chapitre.	53
A. Verrières.	55
B. OEuvre de Préservation de l'Enfance contre la tuberculose	56
C. Orientation vers la vie rurale (des tuberculeux guéris ou améliorés et éduqués).	67
CHAPITRE IV. — Les dispensaires de la Loire.	71
A. Le dispensaire de Saint-Etienne et les petits dispensaires	79
a) Bâtiment	79
b) Matériel.	80
c) Personnel	82
d) Fonctionnement	84
e) Budget	107
B. Documents complémentaires	111
Loi Léon Bourgeois	128
APPENDICE	135
A. Plan général d'hygiène	137
B. Tableau synoptique des sources de crédit	141
CONCLUSIONS.	141

